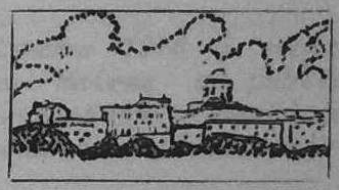
en visitant le département,

RAPPELEZ-VOUS

L'HISTOIRE...

CONSEIL GENERAL DES CÔTES-DU-NORD

CONSEIL GÉNERAL DES CÔTES DU NORD



textes: maryvonne jouve-quémarec

illustrations: marie-josé demoy

armoiries: jean-paul cadic

RAPPELEZ-VOUS L'HISTOIRE...

De septembre 1976 à septembre 1981, le Service d'Information des Maires a publié 55 numéros de "La Lettre des Côtes-du-Nord", destinés à tenir les Maires au courant des événements administratifs.

A la suite de ce qui avait un intérêt d'actualité, la dernière page était consacrée, en général, à un fait touchant l'Histoire du département. "En visitant le département, rappelez-vous l'Histoire..." est une rubrique qui a gardé une utilité permanente pour les lecteurs. Aussi sont-ils nombreux à souhaiter relire ces pages et à en demander une nouvelle diffusion.

C'est pourquoi il a paru bon de réunir tous ces articles, courts mais denses, en un volume que publie aujourd'hui le Conseil général, ceci, sans suivre l'ordre chronologique de la publication périodique, mais celui de l'Histoire. Il ne s'agit pas, évidemment, de trouver dans ce qui suit une histoire complète des Côtes-du-Nord et du territoire qui servit à le former en 1790, mais plutôt le récit de quelques événements, la monographie de monuments choisis au gré d'une promenade et la biographie de personnages connus ou mal connus. On remarquera qu'il est souvent question de biens départementaux comme le château de la Roche-Jagu ou la tapisserie de Mathurin Méheut confiée à la Préfecture. Il importe que l'on connaisse leurs valeurs artistiques et culturelles.

Le texte de ces articles a été rédigé par Maryvonne Jouve-Quémarec, responsable du Service d'Information des Maires, au moyen d'une documentation fournie par les Archives départementales et je tiens à remercier particulièrement Melle Rault Maisonneuve qui a, presque chaque mois, réuni la documentation nécessaire, sous la direction de Régis de Saint-Jouan. La dactylographie et les illustrations sont dues à Marie-José Demoy, qui en a dessiné spécialement de nouvelles en vue de cette réédition. Les armoiries des communes sont de Jean-Paul Cadic.

Je souhaite que beaucoup de responsables locaux trouvent un nouveau plaisir à relire ces pages qu'ils avaient déjà rencontrées dans la "Lettre des Côtes-du-Nord" et que l'intérêt s'étende jusqu'au public et, particulièrement, aux élèves des écoles, afin qu'elles soient utilisées dans les Services éducatifs comme une heureuse introduction à l'enseignement de l'Histoire.

Charles JOSSELIN,

Président du Conseil Général

sommaire

	Pages
LE TRESOR DE TREBRY	5
LES SEPT-SAINTS-DORMANTS D'EPHESE	7
LA CATHEDRALE DE SAINT-BRIEUC	9
LA QUETE DU GRAAL	13
LA CHAPELLE DE LA NOUEE	15
LE CHATEAU DE CORLAY	17
LE CHATEAU DE LA HUNAUDAYE	19
LE CHATEAU DE LA ROCHE-JAGU	23
LE CHATEAU DU GUILDO ET GILLES DE BRETAGNE	25
BERTRAND DU GUESCLIN	29
L'IMPRIMERIE	31
LE CHATEAU DE ROSANBO	33
LE PORT ET HAVRE DU LEGUE	35
LA CHAPELLE SAINT-LAURENT	39
LE MANOIR DU SAINT-ESPRIT	41
LA MAISON DU BOURREAU	43
TAPISSERIE HISTORIQUE	45
LE CHATEAU DE BEAUMANOIR	47
LE CHATEAU DE SAINT-QUIHOUET	49
LA CHAPELLE SAINT-GILLES	51
LA BATAILLE DE SAINT-CAST	53
LA NAISSANCE DU DEPARTEMENT	55
AUGUSTE VILLIERS DE L'ISLE ADAM	57
L'ELECTION DU PREMIER PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	61
ANATOLE LE BRAZ	63
FULGENCE BIENVENUE, PERE DU METROPOLITAIN	65
CHARLES LE GOFFIC	67
LES PONTS DE LOUIS HAREL DE LA NOE	69
ALEXIS CARREL ET CHARLES LINDBERG	71
HENRI FROTIER DE LA MESSELIERE	73
LE MARECHAL FOCH	75
LA TAPISSERIE DE MATHURIN MEHEUT	77
CALMETTE	79
LOUIS GUILLOUX	81
LE BARRAGE DE L'ARGUENON	83
LES GRANDES DATES DE FORMATION TERRITORIALE DE LA FRANCE	85

—le trésor de trébry

TREBRY

Au cours de l'hiver 1973-1974, en creusant une tranchée d'adduction d'eau, M. Sagory, cultivateur exploitant la ferme de la Ville-Gourio en Trébry (canton de Moncontour) a découvert un lot constitué de 1700 pièces de monnaies gauloises en argent allié. Ce dépôt était contenu dans une jatte légèrement carénée, en céramique brune, que l'on peut dater comme étant un peu antérieure à l'année 56 Av. JC, fin de l'Age du Fer. Grâce au concours de M. Philippe, directeur de l'école publique et maire de Trébry, de M. Jouve, docteur-vétérinaire, de M. Sagory, cultivateur et de M. de Calan, propriétaire du terrain, l'ensemble du lot a pu être confié pour une étude approfondie au Docteur J.B. Colbert de Beaulieu qui considère cette découverte comme un grand événement pour la numismatique de l'Armorique. Ces monnaies sont exclusivement coriosolites (territoire correspondant à peu près au département des Côtes-du-Nord). Elles étaient enfermées dans un vase isolé, sans protection, signe sans doute d'un enfouissement rapide.

Afin d'enrichir le patrimoine culturel du département, la Commission départementale du Conseil général a permis l'achat, en liaison avec le Musée de Bretagne à Rennes, de deux lots de ce trésor: 41 statères (1) de classe I et 34 statères de classe V A pour la somme globale de 25 000 F. La vente a eu lieu les 3 et 4 avril à l'hôtel des ventes de Morlaix.

Cette acquisition permettra de comparer ces monnaies avec les 12000 pièces découvertes à Jersey avant la guerre et de mieux connaître une société qui a eu ses artisans (plusieurs monnaies, bien que frappées par la même matrice, présentent des factures

---

(1) Statère : (Nom masculin d'origine grecque), monnaie d'or ou d'argent.

différentes), des relations commerciales avec d'autres cités, son mode d'expression artistique. Au-delà de l'intérêt scientifique et historique, s'ajoute un intérêt culturel évident que la Commission départementale et le Préfet des Côtes-du-Nord ont tenu à ne pas négliger.

VIEUX-MARCHE

Vers 1950, fut découvert aux Archives départementales, un acte daté du 22 juillet 1707 (jour de la Sainte-Madeleine) et citant la chapelle des Sept-Saints-Dormants élevée à Vieux-Marché, en la paroisse de Plouaret. Le mot "dormants" mettait fin à un doute sur l'origine des Sept-Saints. On les avait crus bretons pendant le XIXe siècle et nommés Malo, Brieuc, Tugdual, Pol, Aurélien, Corentin et paterne, comme les sept premiers évêques. Or, ils étaient d'Asie Mineure. A la suite de ses recherches sur le lien profond qui unit l'église orientale et l'église occidentale, Louis Massignon (1), professeur au Collège de France, organisa l'étonnant pélerinage islamo-chrétien qui a lieu le dernier dimanche de juillet à Vieux-Marché.

Les Sept-Saints-Dormants étaient sept jeunes gens d'Ephèse, ville située sur la rive grecque de l'Asie, aujourd'hui Turque. Ils furent enterrés vivants dans une caverne, près du tombeau de Madeleine au cours du 1er siècle de notre ère, pour avoir refusé de renier Jésus. Leur nom, latinisé, est Maximilianus, Iamblichus, Martolos, Dyonisius, Ioannes, Ekhsakoustodianus, Antonius ; leur chien, gardien de leur sommeil, se nommait Qitmir.

Car les Sept-Saints ne moururent pas : ils dormirent 309 ans, à l'abri de toute corruption du corps et de l'esprit, aux côtés de Madeleine, ce premier témoin de la Résurrection du Christ. Alors, ils se réveillèrent quelques heures et constatèrent que le monde était évangélisé comme il l'avait tant espéré. Mais ce monde là ne croyait plus à la résurrection : conscients des "retournements" dus aux cycles de l'Histoire, ils préférèrent mourir, malgré leur impatience de justice universelle, pour attendre la résurrection générale et revoir ceux qu'ils avaient aimés.

Les commerçants orientaux qui suivaient la route de l'étain vers

(1) Louis Massignon, orientaliste, né à Nogent-sur-Marne en 1883, mort à Paris en 1962, inhumé à Pordic. Il séjournait souvent à Pordic.

les îles Scilly et l'Irlande, faisaient étape à Vieux-Marché (1). Ils apportèrent avec leur foi, cette preuve de la Résurrection la plus fondamentale pour les musulmans : la résurrection des Sept-Saints-Dormants d'Ephèse (2). Dans le monde celtique, récemment évangélisé, ils retrouvèrent tout naturellement le culte de Marie qui était si longtemps restée cachée à Ephèse avant son Assomption et avait connu, elle aussi, une dormition.

Il y avait au lieu-dit du Stiffel, une source vénérée depuis des temps immémoriaux. C'est à cet endroit qu'avait été bâti un dolmen, sépulture de justes païens, devenu également lieu de culte. Sans rien changer à la crypte originelle et respectant le dolmen (les conciles n'avaient pas encore interdit ce procédé), les chrétiens célébrèrent à la fois les sept jeunes martyrs d'Ephèse et celui de Marie, mère de Dieu. Puis ils élevèrent une chapelle au-dessus de la crypte dolmen où l'on peut voir encore aujourd'hui les statues des Sept-Saints-Dormants.

Et pendant des siècles, les Sept-Saints-Dormants et Marie, furent priés sur l'emplacement du lieu sacré de la préhistoire. Une *gwerz* les chante :

"Quand furent créés le monde, le ciel, la terre, la mer, elle fut aussi bâtie..."
"En cette chapelle, chrétiens sont priés les Sept-Saints..."
"Votre image aussi y est, Mère de Miséricorde..."

(1) Egalement au Yaudet.

(2) Le prophète Mahomet insiste sur cette résurrection provisoire.

—la cathédrale de saint-brieuc

SAINT-BRIEUC

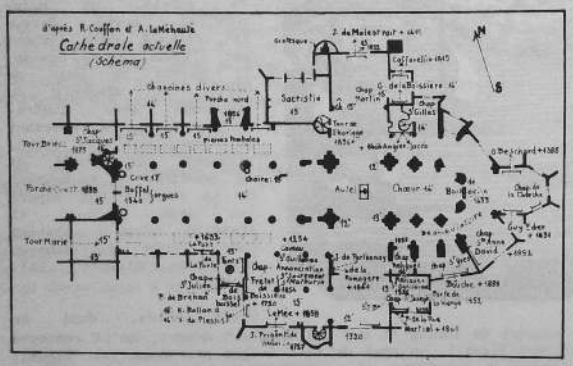
Comme la plupart des habitants de la Grande-Bretagne à la fin du Ve siècle, un moine chrétien nommé Brieuc fut refoulé vers l'Ouest par l'invasion des Saxons. Il quitta le pays de Galles et débarqua en Armorique avec quatre-vingts compagnons, abordant au confluent de deux rivières, le Gouët et le Gouédic. A mi-hauteur de la colline qui sépare les deux vallées, il installa son premier camp, "près des sources les plus claires" (1).

C'est alors, dans ce pays couvert de forêts et qui lui semblait désert, qu'il retrouva son parent Rigwall, un chef de clan émigré peu avant lui. Rigwall lui proposa un territoire plus vaste, afin de permettre aux moines de mieux s'établir. L'endroit était situé plus haut sur les collines, entre le Gouët et l'Urne. Près d'un étang alimenté par les ruisseaux de tous les côteaux voisins, Brieuc établit un monastère de type celtique (2), origine de la ville qui porte aujourd'hui son nom. Il édifia une chapelle, dédiée à saint Etienne, au bord de l'étang où l'on pouvait aisément enfoncer les pieux des fondations. Le moine inconnu qui rédigea, au IXe siècle, la "Vita Briocci" précise en effet que cette première église était construite en bois : ces hommes venus du Nord étaient plus souvent charpentiers que maçons.

La solide cathédrale que nous admirons actuellement, tant en qualité de forteresse que de première église de la ville, a donc grandi en partie, sur des pilotis. Le bassin de la Préfecture qui lui fait face pourrait passer pour le symbole des origines, lorsque tout n'était qu'eau fraîche et verdure au coeur de la communauté naissante...

(1) A cet endroit fut bâtie, au XVe siècle, la Fontaine Saint-Brieuc dont l'eau reste réputée.
(2) Chaque moine possédait sa cellule indépendante.

Mais la période créatrice, relativement paisible, fut interrompue par la terrible invasion des Normands, entre 919 et 936. La chapelle en bois fut incendiée, comme la plupart des sanctuaires bretons. Les envahisseurs firent de tels ravages, que l'approche de l'an 1000 ne pouvait annoncer que la fin du monde. Les bâtisseurs semblent être restés longtemps découragés par les guerres incessantes puis la désorganisation civile et religieuse. Cependant, à la fin du XIe siècle, commencèrent les grandes reconstructions. Comme pour les abbayes, on utilisa la pierre, afin d'édifier une église durable, sur le lieu même où saint Brieuc avait construit sa première chapelle. Le plan était encore simple mais l'église méritait déjà le nom de cathédrale.



Au cours des XIIe et XIIIe siècles, saint Guillaume et l'évêque Philippe réalisèrent les travaux dont on retrouve la base, en particulier dans la tour Brieuc, côté Ouest, on distingue encore la porte de l'évêque à demie enfouie lors de l'exhaussement de la rue au XIVe siècle. A cette époque, la tour servait de donjon à une agglomération naissante qui ne possédait ni rempart ni château : là, en cas de guerre, s'abritaient aussi bien le peuple que l'évêque et l'on entassait les biens des uns comme des autres. Or, en 1346, ce furent les Anglais qui envahirent la ville abandonnée par ses habitants. Ce que les soldats et la guerre n'avaient pas totalement détruit, le fut par un incendie en 1353. Les textes disent "l'église fut incontiment brûlée, la tour du manoir épiscopal, ensemble les biens meubles, tant de l'évêque que des citoyens qui les avaient portés comme on fait en temps de guerre..." Ainsi se confirment un nouvel anéantissement de la cathédrale et le rôle de forteresse qu'avait la tour Brieuc.

La reconstruction suivante eut lieu entre 1354 et 1375. Lorsque le duc Jean IV de Montfort, au cours de la guerre de succession, vint en faire le siège, il la trouva "mâlement forte".

Dix-neuf ans plus tard, en 1394, le connétable de Clisson faisait à son tour le siège de Saint-Brieuc et pendant quinze jours, ses machines de guerre ébranlèrent si bien les murs de la cathédrale, qu'il finit par s'emparer de la forteresse... Seuls le choeur et le transept furent épargnés...

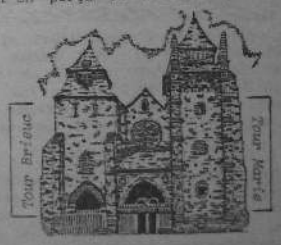
A nouveau reconstruite au XVe siècle, elle eut sa verrière détruite par une tempête en 1735. Mais au début du XVIIIe siècle, la nef qui avait subi tous les assauts du XVIe siècle, au cours des guerres de religion, menaçait de tomber en ruines.

En 1638, une magnifique tapisserie des Gobelins représentant la vie de saint Brieuc, faisait le tour du choeur : elle fut vendue moins de cent ans plus tard pour aider au paiement des importants travaux indispensables au sauvetage de l'édifice. C'est au XVIIIe siècle que datent notamment les lourds piliers de la nef.

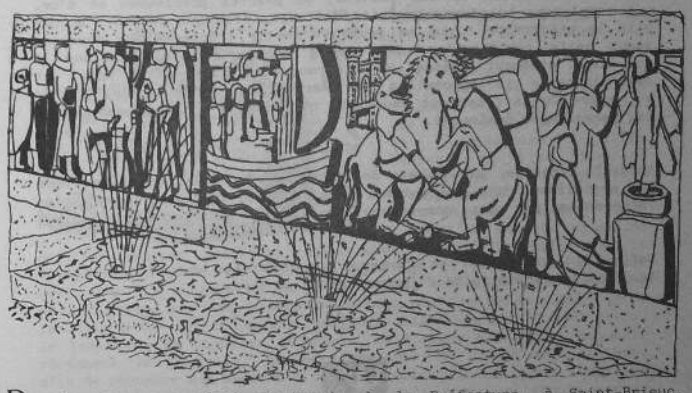
Sous la Révolution, après avoir servi au culte de la Raison, la cathédrale fut transformée en fabrique de salpêtre. Boiseries et statues alimentèrent les chaudières...

Enfin, au XIXe siècle, on refit les meneaux des fenêtres, les voûtes du transept et le couronnement de la tour Marie. On reconstruisit le porche du Martray et l'on perça la nouvelle porte de la Vierge au cours d'une longue série de réparations.

La cathédrale a été classée monument historique le 20 octobre 1906. Les Bâtiments de France veillent aujourd'hui attentivement sur cette étonnante église de combat dont les fondations reposent à la croisée des antiques cours d'eau, innombrables, qui coulent encore sous la ville.



SAINT-BRIEUC



Derrière les jeux d'eau du bassin de la Préfecture, à Saint-Brieuc, faisant face à la cathédrale, est placé depuis 1976, le bas-relief dû au sculpteur Francis Guinard : "la quête du Graal". Réalisée dans le granit jaune de Languedias, cette oeuvre qui mesure 1,80 m sur 12 m, évoque en cinq scènes les aventures des chevaliers du roi Arthur, les héros des romans courtois du cycle breton des XIIe et XIIIe siècles.

Avant de partir, les Compagnons de la Table Ronde prêtent serment sur les reliques, devant le roi Arthur : Galaad, le premier, puis Lancelot et Gauvain, tous les chevaliers font voeu d'entreprendre la quête du Graal (1) pendant - au moins - un an et un jour et davantage s'il le faut. Ils ne reviendront qu'après avoir découvert la vérité du vase précieux. Il s'agit de la noble aventure spirituelle qui remonte de nos mémoires en contemplant les ruines des grandes abbayes bretonnes : recherche de la pureté du coeur, de ce qui est le plus haut dans l'homme, du sens de la vie qui fut, ici, traduit par des lignes architecturales, là, par l'élan de soi vers les autres. Le roi est triste et grave, car il sait que beaucoup de ses compagnons périront au cours de leur voyage...

Lancelot du Lac prend congé de la reine Guenièvre : la reine est éplorée car elle craint de ne jamais revoir son bel amour ; ils se quittent éperdus

(1) D'après la signification chrétienne d'une légende d'origine celtique, le Graal est un vase mystérieux ayant contenu le sang du Christ. La joie de contempler ce trésor spirituel n'était accordée qu'à un être pur.

de tendresse. Le contraste est voulu entre la grâce féminine, la douceur du visage de Guenièvre, la souplesse de son vêtement et la stature puissante de Lancelot, équipé, fermement prêt au départ.

Dans la nef de Salomon, sont assis les trois compagnons. La jeune fille "pucelle-qui-jamais-ne-mentit" présente aux trois chevaliers le baudrier tressé de ses cheveux, de pierres précieuses et d'or, qui remplacera le pauvre baudrier d'étoupe, afin que puisse s'accomplir la prédiction : nul ne pourrait sortir l'épée de son fourreau avant cette substitution. Dès que l'échange est fait, Galaad le pur tire aisément l'épée de l'étrange baudrier qu'il ceint et avec laquelle il accomplira des merveilles. Cette scène, située au centre de la frise est empreinte de sérénité : la mer est calme, les personnages également.

Apparaît ensuite un combat de chevaliers. Chevaliers sans noms qui symbolisent tous les autres, ainsi que les aventures innombrables recherchées par les compagnons. Ici, tout est force et fougue.

Enfin, Galaad, Bohort et Perceval au coeur pur ont découvert avec le Graal la vérité faite d'innocence et de force.

—la chapelle de la nouée

YVIGNAC

L'Ordre du Temple de Jérusalem a possédé en Occident quelque 9 000 "praeceptoreries" (1). La plupart de ces maisons comportait une ferme, une chapelle, un dortoir, un réfectoire. Elles étaient un lieu d'asile, de prières et d'hôtellerie. L'hospitalité y était de rigueur comme dans toutes les maisons monacales qui les avaient précédées, mais avec cette différence que le voyageur n'y était pas seulement protégé la nuit - puis laissé seul face aux dangers de la route - mais accompagné tout au long de son voyage par les moines chevaliers qui les défendaient contre les pillards, qu'ils soient brigands ou seigneurs. Parmi elles, le Temple de La Nouée en Yvignac : la commune vient d'en acquérir récemment la chapelle. Souvent remaniée au cours des siècles, afin de répondre aux besoins d'une population qui lui reste longtemps fidèle, elle se présentait au XIIe siècle comme un simple espace rectangulaire terminé par une abside semi-circulaire percée de trois fenêtres très étroites à l'extérieur, mais largement ébrasée vers l'intérieur pour laisser pénétrer la lumière. Rien ne peut mieux exprimer l'esprit de cet Ordre calomnié, martyrisé, trahi, puis anéanti par Philippe Le Bel en 1317, que cet édifice abandonné sous son chapeau de lierre et remis à l'honneur par la commune et l'Association des "Amis de la Chapelle" : simplicité, protection, lumière intérieure, équilibre...

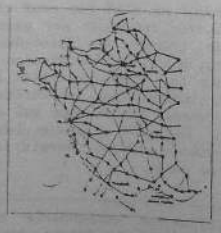
Fondé en 1118 par neuf chevaliers qui adoptèrent une règle définie à leur intention par saint Bernard, abbé de Clairvaux, réformateur de l'Ordre de Saint-Benoît, cet Ordre religieux et militaire eut pour première mission de protéger les pèlerins qui se rendaient sur le tombeau du Christ à Jérusalem. C'était l'époque des premières Croisades. Tous les chrétiens n'ayant pas les moyens d'y participer nombreux furent ceux qui eurent à coeur de soutenir ces protecteurs de leur foi ; chacun leur donna selon ses moyens champs, vignes, maisons, landes, marais, étangs, voire même un cheval, une armure, une rente.

(1) Le mot "commanderie" ne fut employé que bien plus tard, lorsque les biens du Temple eurent été distribués à l'Ordre hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem.

L'implantation internationale des richesses du Temple, puis l'utilisation des lettres de change, ancêtres des chèques, permit rapidement d'éviter de traîner avec soi le poids des lourdes monnaies d'argent : celles-ci étaient mises en dépôt dans une maison templière avant le voyage et l'équivalent de la somme était récupéré à l'autre bout de la route dans une autre maison du Temple. Les moines chevaliers devinrent ainsi des banquiers bien moins par calcul spéculatif que pour la confiance qu'inspiraient leur probité et leur capacité de gestion.

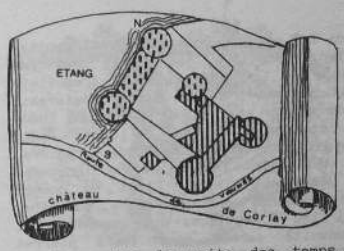
Ils eurent très vite des propriétés considérables dans un grand nombre de paroisses bretonnes comme ailleurs. Les premiers dons furent faits par Conan III et devinrent les commanderies de Nantes et de Rennes. Puis ce furent des terres à Lamballe, Dinan, Yvignac, Hénansal, Vildé-Guingalan, Runan, Plérin, Boqueho, Plaintel et bien d'autres encore. Ces richesses étaient aussitôt utilisées à rendre service, sans discrimination, aux pauvres comme aux riches. Les terres reçues n'étaient pas toujours les meilleures, mais grâce à des échanges ou des ventes, les Chevaliers du Temple surent si bien placer leurs maisons que le voyageur se trouvait constamment sur des terres leur appartenant, donc sous leur protection. Par un travail acharné, ils défrichèrent labourèrent, cultivèrent les sols, endiguèrent les étangs, assainirent les marais et ils produisaient vigne, blé, seigle, herbe pour le bétail à travers toute la France où se bâtissaient les premières cathédrales ; "Non pour nous, mais pour Dieu", telle était leur devise.

Comment rester indifférent devant la carte des maisons templières, reliées entr'elles par un réseau routier harmonieusement quadrillé et remarquablement différent de notre réseau centralisé : la commanderie de La Nouée n'était pas l'écart des routes, mais judicieusement situées comme le furent toutes les autres. De Lamballe à Fougères, de Rennes à Dinan, d'Avranches à Nantes, de Vannes à Corseul, de Plumaudan à Brusvily, les chemins dessinaient autour d'Yvignac des tracés qui rendaient -même à cette époque- l'isolement impossible. Pas une maison qui ne soit placée à un endroit facilitant les relations de la Rochelle à Jérusalem, comme si la véritable mission eut été de réunir les richesses venues de la mer, de la terre et de l'esprit en Occident comme en Orient, au seul bénéfice de l'homme. Après sa destruction, l'Ordre du Temple devint un mystère : plus qu'une civilisation disparue, il apparaît aujourd'hui comme une chance de l'humanité, réduite à néant. La petite chapelle de La Nouée pourra-t-elle nous dire, après sept siècles de silence, quelle était la véritable portée de l'aventure spirituelle et administrative des Chevaliers du Temple ?



—le château de corlay

CORLAY



Par son mariage, Constance de Bretagne-Penthièvre, apporta à Alain III de Rohan, la châtellenie de Corlay. Or, la forteresse primitive de Saint-Gilles, ayant été détruite par le feu au XIe siècle, les Rohan choisirent Corlay pour y édifier, en 1198, un nouveau château-fort autour duquel sont demeurées, immuables dans la suite des temps, les paroisses et trèves de Plussulien, Laniscat, Roscalven, Saint-Igeau, Saint-Martin-des-Prés, Merléac, Le Quillio, Saint-Mayeux, Vieux-Marché, Caurel. C'est sous la protection des châteaux-forts que pouvaient se développer les villes. Dans les campagnes, le château-fort servait de refuge aux populations d'alentours et défendait la contrée contre l'envahisseur.

Situé sur la route de Guingamp à Vannes, le château-fort de Corlay était, à l'origine, de forme carrée, flanqué d'une tour ronde à chaque angle. Le portail était défendu par une cinquième tour; de larges douves et l'étang l'entouraient de toute part ; un souterrain à deux embranchements permettait de sortir ou d'entrer sans être vu en cas d'attaque. Le donjon, à cette époque, devait être important car il constituait l'essentiel des châteaux anciens: élément primordial de défense, situé au point le plus fort de la place, il constituait le dernier refuge en cas de prise des enceintes. Les attaques ne manquèrent pas. La destruction du premier château de Corlay date certainement de la Guerre de Succession de Bretagne. On attribue les dégâts de 1461 à 1471 aux Anglais, auxiliaires de Montfort : le château fut alors "ruineux" et il ne restait pas grand chose des remparts dont les pans de murs devaient à peine suffire à la reconstruction. Celle-ci eut lieu en 1473 (1). Ce fut une complète réédification, sur les assises de l'ancienne forteresse, avec des tours basses et massives, plus appropriées à la défense contre les machines de guerres nouvelles ; les murs du donjon rebâtis dans un granit de Gourin et de Canihuel avaient 4 m 50 d'épaisseur.

(1) Procédure sur le Guet (1473) - Archives des Côtes-du-Nord.

Cependant, vinrent les guerres de religion : en 1592, le château était aux mains des troupes royalistes puis le duc de Mercoeur l'attaqua et le reprit ; il en confia la garde à des troupes espagnoles qui élevèrent de nombreux terrassements. En 1593, les troupes françaises s'en emparèrent de nouveau. Mais les ligueurs le reprirent encore et, l'ayant fortifié davantage, dévastèrent les environs. Quand enfin Henri IV fut vainqueur définitivement, il s'empressa de le démanteler.

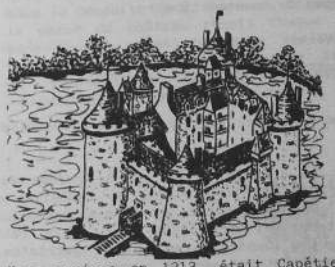
Au XVIIIe siècle, la tour du midi fut rasée pour construire l'habitation du receveur de la châtellenie. En 1806, les ruines servirent de carrières pour les réparations de l'église. En 1906, l'enceinte quadrangulaire qui ne conservait que trois de ses tours, renfermait les bâtiments de la Gendarmerie et la station du Haras. En 1946, les douves, côté esplanades, étaient comblées, le vaste étang se desséchait... Ainsi disparaissait, comme beaucoup d'autres, l'une de ces forteresses dans lesquelles l'histoire vit longtemps le signe de l'oppression et de l'opposition. C'est en nombre considérable que les châteaux-forts ruinés sont, en France, complètement abandonnés. Cependant, si les Romantiques nous rappelèrent, les premiers, l'invisible humanité cachée sous leurs pierres superbes, envahies par les ronces, ce sont aujourd'hui les "Affaires Culturelles" qui soulignent la part importante que représentent les châteaux-forts dans notre patrimoine monumental.

L'étude de l'architecture militaire du Moyen Age nous est indispensable pour mieux connaître une époque qui fut certainement l'une des plus grandes de notre histoire et qui est à l'origine de la Nation française.

Inscrit à l'Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques le 30 mars 1926, le château avait été acheté par le département le 28 primaire an VII (18 décembre 1798).

Deux subventions de 200 000 francs du Conseil général viennent d'interrompre sa dégradation irréversible.

PLEDELIAC



"Après les ouvrages militai-
"res qui s'étaient multipliés
"sur l'Arguenon au XIe
"siècle, à la suite des
"renversements d'alliance
"fréquents à l'époque/.../
"créer vers 1220 un nouveau
"bastion sur l'Arguenon,
"c'était vouloir abaisser
"les grands de cette
"région : Pierre de Dreux,
"dit Mauclerc, devenu
"duc de Bretagne par
"son mariage en 1213, était Capétien/.../ Sa politique sera dans
"un premier temps le prolongement de celle du roi Philippe Auguste,
"son cousin. Ainsi, pour défendre la Maison de Rennes et défendre
"l'autorité ducale sur les nobles, autorise-t-il Olivier de Tournemi-
"ne à bâtir son château de la Hunaudaye, après avoir interdit
"aux nobles de construire des châteaux-forts sans sa permission.

"Nichée au creux d'un vallon, solitaire au milieu de son marais,
"éloignée autant de la rivière que de la forêt, à l'écart de
"la voie antique de Corseul à Lamballe comme de tout village,
"la forteresse des Tournemine était également distante - dans
"un même temps de galop d'un messager à cheval - de Jugon, Plancoët,
"Port à la Duc ou Lamballe, à une époque où le pigeon voyageur
"n'avait pas encore été redécouvert depuis l'Antiquité. La stratégie
"et la tactique locales trouvaient ici leur centre de gravité/.../.

"Le site naturel convient aux deux nécessités primordiales de
"la défense et de la subsistance ; deux ruisseaux permettent
"la création de deux étangs dans la dépression encerclée par
"le vallon que double la forêt. Ce dispositif naturel entrave
"l'approche d'éventuels assaillants et constitue pour le château
"une véritable réserve : gibiers de toute taille, fruits, bois
"de charpentage et de chauffage, poissons/.../. Les étangs entretien-
"nent le marécage des fossés et dans la cour, un puits, indispensable
"pour soutenir un siège, complète le dispositif surtout défensif
"du château.

"Le château très médiéval de la Hunaudaye, rare point stable
"du parti français parmi tant de bouleversements en Bretagne
"Nord pourra se permettre de suivre sa propre ligne politique,
"coïncidant ou non avec celle des comtes de Penthièvre ou les

"ducs de Bretagne contre le parti anglais et d'acquérir une influence "politique considérable (1) /.../. Il témoigne du XIVe et XVe "siècle, cette époque charnière où la Bretagne cherchait à affirmer "sa prospérité tout en essayant de maintenir l'équilibre entre "deux grandes nations en guerre.

"On peut distinguer quatre étapes de construction :

" . Premier château : XIIIe-XIVe s.

" . Reconstruction après la Guerre de Succession : fin XIVe-XVe s.

" . Achèvement : 1425-1450.

" . Aménagement et construction de l'escalier Renaissance XVIe-XVIIe

"En 1793, il fut craint que le château ne servit de refuge aux " "ennemis de la Révolution". Aussi le district de Lamballe en "ordonna-t-il la démolition. Un détachement de gardes nationaux "commença le travail en octobre et se retira sans avoir fait "grand chose. C'est alors qu'une bande de soi-disant patriotes, "sans aucun mandat officiel, mais attiré par la pensée du pillage, "vint en novembre, vola, puis mit le feu. Tout brûla : château et archives/.../. Le propriétaire mourut en 1803, laissant des "ruines à sa fille, Marie-Amélie de Talhouet/.../. Alors commença "une longue période de plus d'un siècle où les épaisses murailles "furent exploitées comme une carrière/.../.

Il ne reste actuellement qu'une haute carcasse béante : mais on peut encore admirer, permanence de son faste et de sa puissance, le reste des tours, du donjon militaire, du logis seigneurial, de la chapelle, des escaliers, des cheminées, des sculptures, de l'organisation même de l'édifice ; aucune description livresque ne peut égaler la beauté et la puissance qui émanent encore de ce géant mutilé, superbement implanté au coeur des Pays d'Arguenon.

Henri Fournier de Bellevue, mort en 1933, fils d'Adèle Gouvello de la Porte, Dame de la Hunaudaye, fut le dernier propriétaire.

L'ensemble des ruines a été classé "Monument historique" en 1922 et acheté par l'Etat en 1930. Les efforts du Ministère de la Culture, de la Caisse des Monuments Historiques, des Elus locaux, des Syndicats d'initiative et de nombreuses personnalités, ont permis d'effectuer les travaux nécessaires pour assurer la sécurité de l'édifice.

(1) L'histoire de la Hunaudaye pourrait être utilement éclairée par l'étude des archives du Penthièvre, entreposés au château de Pau et de Chantilly.

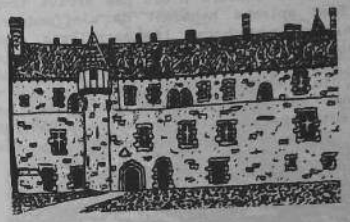
En 1976, l'Association du château de la Hunaudaye a été créée avec l'accord de la Direction régionale des Affaires Culturelles et vient de faire paraître une brochure très complète (1) : "La Hunaudaye ou la féodalité au coeur des Pays d'Arguenon" (2).

Grâce aux fouilles entreprises par M. Henry et de jeunes bénévoles sous la conduite de M. Sanquer, Directeur des Antiquités Historiques, le passé du château renaît chaque année un peu plus. Les ruines majestueuses, témointes d'un véritables petit Etat à l'intérieur de la Bretagne, encastré entre le Podouvre et le Penthièvre, se réanimert, invitant à leur étonnante découverte, un nombre toujours plus grand d'admirateurs.

(1) Dont sont extraites les ligues qui précèdent.
(2) Textes de Michel Bohuon ; Frédéric Renier ; Pierre Halna du Fretay Anne Subert ; Yves Henry ; Roger Texier.

—le château de la roche-jagu

PLOEZAL-RUNAN



Bien que le nom de la Roche-Jagu ait certainement une origine plus lointaine, une charte datée de 1252, écrite en latin à l'occasion d'un don à l'Abbaye de Bonrepos fait par Vilaine de Rohan veuve de Richard, sire de la Roche-Jagu, porte la plus ancienne mention qui nous en ait été conservée. Ensuite apparaît Prigent, puis en 1294, Richard, autres sires de la Roche-Jagu. Une défense ou maison forte devait alors exister sur le plateau dominant la vallée du Trieux, entre Pontrieux et Lézardrieux, à l'extrêmité d'un éperon formé par cette vallée et un profond ravin garni d'étangs. Cette position assurait, au Moyen Age, une protection naturelle et lui confère encore aujourd'hui cette silhouette de forteresse, semblable aux burgs dominant le Rhin. La construction du château tel que nous le connaissons a commencé au début du XVe siècle.

La succession des seigneurs de la Roche-Jagu nous les montre alliés aux plus grandes maisons de Bretagne : Rohan, Montfort, Malestroit, Coetmen, d'Acigné, Troguindy, du Parc du Fou, Plorec, Coetquen, etc... La dernière des d'Acigné de la Roche-Jagu épousa en 1684 le duc de Richelieu : leur fils, le maréchal de Richelieu, fut le plus illustre de tous les possesseurs du château. Il fut élu à l'unanimité à l'Académie Française, bien qu'il n'ait jamais écrit - dit-on - que des billets doux... Homme d'esprit, ami de Voltaire, il se distingua toutefois également à la guerre, notamment à la bataille de Fontenoy.

Le 11 septembre 1773, la vicomtesse de Tressan lui acheta la Roche-Jagu. Ce fut la seule fois où le château qui passa dans bien des mains par don ou succession fut aliéné par l'argent. Le dernier don en date est celui du descendant de Mme de Tressan, le Vicomte d'Alès qui a donné le château au département des Côtes-du-Nord, le 9 avril 1958. Si les seigneurs de la Roche-Jagu y résidèrent pendant tout le XVe siècle et si, au XVIe siècle, Louis d'Acigné y demeura de 1554 à 1584, à partir du XVIIe siècle après la guerre civile et la peste qui désola la contrée, ils habitèrent plus volontiers à Rennes, Nantes ou Paris. Ceci explique pourquoi le grand logis du XVe siècle n'a pas subi de transformation

importante : au début du XIXe siècle, il était encore décoré de tapisseries et de meubles du XVIe siècle.

Au moment de sa cession au département, le château, sans entretien régulier, était en péril : la tour d'angle fut sauvée in extremis, à la veille de la ruine. Grâce à l'aide de l'Etat, du Conseil général, aux Monuments Historiques et aux Bâtiments de France, la restauration de la Roche-Jagu est l'exemple type d'une intervention faite en temps voulu. Ici, le secours n'est pas arrivé trop tard : les fissures, les faux aplombs menaçant de s'effondrer, la couverture, la charpente, les planchers, les carrelages, les enduits les vitraux, certaines fenêtres et portes, tout a été repris et consolidé ; les abords, terrasse, cour, parc ont été aménagés. Dès l'été de 1966, le château sauvé pouvait être ouvert au public ; depuis, se sont succédés concerts, conférences et expositions. Une exposition eut notamment pour thème : LES MANOIRS dont la "maison forte" de Ploëzal résume si bien les beautés et les espoirs de survivance.

— le château du guildo et gilles de bretagne —

CREHEN

Les ruines du château féodal du Guildo sont situées à quelques kilomètres au sud de Saint-Cast, non loin de la mer qui remonte jusqu'à elles deux fois par jour. Elles gardent encore le rayonnant souvenir de Gilles de Bretagne, troisième fils du Duc Jean V, qui vécut là si joyeusement et mourut abandonné à la Hardouinaye dans une chambre humide et obscure. Ce château fut construit au début du XIVe siècle par un seigneur de Dinan sur l'extrêmité d'un promontoire qui domine l'Arguenon. Avec ses six tours puissantes, il avait une position inexpugnable. Au milieu du XVe siècle, il était dans toute sa splendeur : non seulement il bénéficiait de la beauté maritime et terrestre des bords enchanteurs de la rivière, mais tapisseries, bijoux, vermeils y abondaient. Les foyers en étaient si majestueux que Gilles s'y chauffait à cheval; on y brûlait des chênes et rôtissait des boeufs entiers. Cette fortune et ce luxe étaient bien dignes de la prospérité qu'apportait à la Bretagne le long règne sage de Jean V. C'est là et nulle autre part que Gilles choisit de vivre.

Il n'en était pourtant ni seigneur ni maître. Le Guildo n'avait jamais cessé d'appartenir à la puissante maison de Dinan et il était, à cette époque, l'apanage de la toute jeune Françoise de Dinan, l'une des plus riches héritières de Bretagne - peut-être même de France - et des plus jolies. Elle n'était pas encore nubile quand Gilles l'enleva et l'installa, plein d'attentions, avec tous ses bijoux dans le superbe donjon du château, ce château qui était à elle ! Puis en attendant qu'elle grandisse, il mena joyeuse vie et plaisirs tumultueux aux alentours, avec ses compagnons préférés.

Gilles de Bretagne était séduisant, ardent, il avait du coeur et le goût des arts. Pourtant ce fut cette beauté et ce caractère qui détournèrent le cours de l'Histoire à son détriment : eut-il été moins sensible, moins fidèle en amitié, moins pressé d'être heureux, son intelligence lui eût certainement dicté des actes différents en fonction des événements politiques. Alors, comme il l'avait tant rêvé, il eut été lui aussi Duc de Bretagne, car ses deux frères, François Ier et Pierre II moururent sans enfants. Il aurait sans doute procréé une descendance mâle, puisqu'à 25 ans il avait déjà trois beaux bâtards. Anne ne fût pas devenue Duchesse et n'aurait pas dû mettre la Bretagne dans sa dot...

En 1432, Gilles, à 8 ans, avait été envoyé en ambassade par son père auprès de son jeune cousin Henri VI (1) couronné deux ans plus tôt roi d'Angleterre à Notre-Dame de Paris. Les Anglais ravageaient encore la France : Jeanne d'Arc venait à peine de réveiller le roi de Bourges puis de mourir sur le bûcher. Il s'agissait pour le Duc de poursuivre, avec habileté, sa politique de double amitié avec la France et l'Angleterre qui assura 43 ans de paix à la Bretagne pendant la guerre de cent ans...

Le joli petit ambassadeur blond fut magnifique sur son cheval, entouré de ses plus grands seigneurs bretons. Il séduisit effectivement les Anglais ; mais ceux-ci n'oublièrent pas de séduire l'enfant car rien ne leur paraissait plus redoutable qu'une alliance de la Bretagne à la France. Il fut admiré, choyé, comblé de présents et de promesses ; il fut même éduqué pendant deux années aux côtés du roi d'Angleterre. Les deux enfants s'aimèrent.

Ainsi quand Gilles revint en Bretagne, adolescent, il n'eut plus de pensée que pour la vie anglaise. La cour de Bretagne se tenait souvent à Rennes et lui était bien sévère. Le château du Guildo dans son paysage merveilleux ouvert sur la mer lui parut le seul digne d'accueillir ses amis qu'ils soient d'Angleterre ou anglais de Normandie...

Jean V mourut. François Ier devint Duc de Bretagne. Il obligea son frère à revenir à Rennes. Mais la vie avec des Français qui se méfiaient de lui donnait à Gilles une intolérable impression d'exil. Il assura le roi d'Angleterre de sa fidélité et revint au Guildo. Charles VII était devenu Roi de France et François avait fait alliance... (2).

Le 21 juin 1446, on jouait joyeusement aux boules dans la cour intérieure du château entre officiers anglais et jeunes princes bretons. Gilles reçut l'ordre de rejoindre son frère le Duc, afin d'en finir avec leurs différends. Son oncle Arthur de Richemont qui chérissait sincèrement Gilles tentait de tempérer la colère de François...

(1) Ils étaient tous deux petits-fils du Roi de France Charles VII.
(2) Charles VII était leur oncle.

Mais Gilles poursuivit ses jeux, ses chasses, ses fêtes sur la terre et sur l'eau.

Quelques jours plus tard, les gens de Charles VII envahissaient le château. Ne se croyant pas coupable, Gilles en grand seigneur leur criait : "Entrez donc !" Mais les soldats se répandirent dans les magnifiques appartements, arrachèrent les tapisseries, les peintures encadrées d'or. Ils brisèrent les meubles, éparpillant les rubis, les diamants de la jeune châtelaine que Gilles n'avait pas eu le temps d'épouser...

"Ces lieux si joyeux furent transformés en drame". Et c'en fut fini de Gilles et de sa liberté. François donna l'ordre de l'enfermer à Dinan, puis à Châteaubriand, puis à Touffon, puis à la Hardouinaye. Sans que jamais les Etats de Bretagne ne l'eussent déclaré coupable de trahison il fut, au cours des trois années qui suivirent, empoisonné, affamé, transi, étouffé... Enfin, comme il achevait de faiblir et de flétrir, le jour Saint-Marc, 24 avril 1450, ses gardes entrèrent de grand matin en sa chambre où, le trouvant au lit, lui mirent une nappe autour du col et, le serrant, l'étranglèrent après trois ans, dix mois de prison. Il était déjà demi-mort auparavant (1). A un confesseur qui avait pu arriver jusqu'à lui, il demanda d'assigner devant Dieu son frère François Ier, Duc de Bretagne, quarante jours après sa mort. On l'enterra à l'abbaye de Boquen au milieu d'une grande affluence de paysans qui lui pardonnaient sa beauté et sa légèreté parcequ'il avait été très malheureux. Brisé de remords, le Duc mourut quarante jours plus tard...

Il reste de Gilles de Bretagne, outre une légende attachante tissée de charme et de pitié, les ruines d'un château qu'il a tant aimé et une statue aujourd'hui précieusement conservée pour le futur musée de Saint-Brieuc : elle est sculptée dans un bloc de chêne de 2 m 30 de long. Le prince est couché, armé en chevalier, la tête est nue avec de longs cheveux. A ses pieds dort un lévrier.

(1) D'Argentré, Histoire de Bretagne.

BROONS

Certains noms de l'Histoire entrent, triomphants dans la mémoire des écoliers et n'en ressortent plus: Vercingétorix, saint Louis, Jeanne d'Arc... Il semble que ce soit les meilleurs, tant les êtres humains ont besoin d'admirer et d'espérer. Ainsi en est-il du nom de Du Guesclin qui domine, superbe et bataillant, tous les capitaines oubliés de son époque. C'est qu'il fit sans doute plus que de se battre et de tuer, dans une France où régnaient violence et cruauté : il fut fidèle toute sa vie à une seule cause. Défenseur de Charles de Blois et de Jeanne de Penthièvre, il se battit toujours pour la Bretagne et le roi de France, tandis que les autres défendaient toutes les causes tour à tour, au gré de leurs intérêts.

Il vécut en effet cette guerre terrible - qui allait durer cent ans - au cours de laquelle, rétablir la paix entre la couronne de France et la couronne d'Angleterre qui se disputaient la France et le Duché de Bretagne, semblait une chose impossible. Même lorsque quelque trêve était enfin conclue dans les opérations les plus importantes, la guerre de partisans et le brigandage ne cessaient de sévir : embuscades, assassinats, viols, tortures, pillages, tel était le sort de tout le pays. Personne ne semblait pouvoir arrêter les enragés de ces "Grandes compagnies" issues des troupes anglaises, allemandes, navarraises, flamandes qui, venus se battre pour tel ou tel héritier, infestaient ensuite les campagnes, brûlant villages et châteaux : le meurtre était partout.

Bertrand Du Guesclin, né au château de la Motte-Broons (près de Dinan) vers 1315, avait passé son enfance à entraîner les gamins de Broons dans des batailles presqu'aussi violentes que celles de leurs aînés. Ecuyer au combat de la Roche-Derrien en 1364, il devint en moins de vingt ans, Comte de Longueville et Duc de Molina, personnifiant brillamment la fière race des gentilshommes bretons que la chevalerie entraînait dans de perpétuelles aventures. Chanté dans un poème de 23 000 vers, il nous apparaît audacieux, généreux, toujours de belle humeur et "gaulois" à ravir...

Prisonnier à Auray, il eut sa rançon payée par le roi Charles V qui le chargea de débarrasser le pays des "Grandes compagnies". Du Guesclin sut parler à ces enragés qui saccageaient royaume et duché et il les entraîna à combattre derrière lui. En ce temps-là, le Pape résidait à Avignon et il lui demanda de l'argent pour rétablir l'ordre sinon la paix : il put ainsi payer ses soldats et leur interdire de piller et détruire pour s'enrichir. Il put réapprendre aux Français à refuser l'oppression et à oser se battre en terrain découvert. Les Anglais cessèrent de pouvoir aller de Calais à Bordeaux et de Nantes à Lyon sans être poursuivis. Il les harcela, fit rendre villes et châteaux : ses faits d'armes de caractère épique rayonnent encore sur ces années de misères et de deuils...

Menant son armée jusqu'en Espagne, il fut de nouveau prisonnier en 1367, à Najera et devint Connétable de France en 1370.

Il mourut d'épuisement après quarante années d'incroyables combats, il y a exactement six siècles, le 13 juillet 1380. C'était devant le château de Randon, dans la chaleur des Causses : les Anglais tenaient encore la place. Lorsque le Gouverneur en rendit les clés, ce fut à Du Guesclin mourant. On dit que le vaincu mit genou à terre et pleura devant tant de vaillance...

Bertrand Du Guesclin fut inhumé à Saint-Denis. Sut-il que trente années plus tard, dans cette même basilique, le roi d'Angleterre allait être sacré roi de France ?

Mais Jeanne d'Arc reprit l'oeuvre commencée et rendit définitivement la France aux Français.

TREGUIER, LA FERRIERE

"1440-1457 : l'art des arts vient d'être découvert dans la ville de Mayence ; la science des sciences vient d'être manifestée au monde. Grâce à cet art, grâce à cette science, le trésor si envié de la sagesse ne restera plus, désormais, fermé à personne . . . sortira des ténèbres profondes . . . fut enfoui ; il va illuminer . . . combler de richesses ce monde . . . dans que nous habitons".

Apparemment, depuis les incunables, l'imprimerie n'a pas encore totalement accompli sa mission... Y parviendra-t-elle un jour, diffusant sur la terre entière assez de messages clairs et pacifiques pour vaincre les délices de la haine où l'homme semble se complaire ?

La découverte de l'imprimerie par Gutenberg annonçait, au XVe siècle, des temps heureux qui devraient être les nôtres. Les livres dont on se servait jusqu'alors dans les écoles et les églises étaient écrits sur les célèbres feuilles produites par les parcheminerries (1) et ne pouvaient atteindre de nombreux lecteurs : la Bretagne accueillit très vite ce nouveau procédé. Elle sut le mettre au service de ses lois et coutumes autant qu'à celui de sa morale et de son imagination. Sur les 22 incunables qu'elle publia au cours des dernières années du XVe siècle, plusieurs "romans" avaient déjà leur place.

C'est à Tréguier, en 1484, que fut débarqué, venant de Flandres, le premier matériel typographique. Destiné à une opération d'ensemble, il fut réparti entre trois ateliers : Rennes reçut les petits caractères ; Tréguier les moyens ; Bréhant-Loudéac (2) les gros. C'est à Bréhant-Loudéac que revient l'honneur du premier ouvrage, paru en mars 1484 : "Le Trépassement de la Vierge", imprimé sur 82 feuillets par Jean Cres et Robin Foucquet. Quelques jours plus

(1) Notamment à Lamballe.

(2) Commune du Morbihan, alors dans le diocèse de Saint-Brieuc.

tard, fin mars, l'atelier de Rennes publiait : "Coutumes de Bretagne" en 252 feuillets. Deux mois après, Ja. P. (1) imprimait à Tréguier les 320 pages d'un Coutumier, intitulé : "Etablissements du Duc de Bretagne sur les plaideurs et leurs salaires" destinés aux avocats.

Ces premières impressions avaient pour objet de tracer aux hommes un ordre moral et religieux ainsi que leurs devoirs... Elles leur apportaient aussi le moyen de "défendre leurs droits et de ne pas se laisser tromper dans le commerce du monde". La "Coutume de Bretagne" était suivie de toute la législation civile et politique. "Le secret d'Aristote" qui fut imprimé à Bréhant-Loudéac traitait, en outre, de la science des visages qui permait - encore aujourd'hui - de "savoir les tendances des gens avec qui l'on traite et d'éviter d'être leur dupe".

Mais déjà bouleversé par la guerre dès leur premier essor, les ateliers durent interrompre leurs travaux quelques années ; seul, Jean Cres, venu s'abriter dans l'Abbaye de Lantenac (2), imprima plusieurs ouvrages pendant cette période, tel le "Doctrinal des nouvelles mariées".

En 1499, Jean Calvez, de nouveau, put imprimer à Tréguier. Il publia le "Catholicon", premier dictionnaire breton, réalisé en trois langues : Breton, Français, Latin, par Jean Lagadec. Ce dictionnaire fut utilisé, très longtemps, par le clergé, pour l'enseignement des campagnes.

Les premiers imprimeurs ont légué à leurs successeurs - souvent leurs propres fils (3) - l'amour de ce métier si proche de l'art.

Même à notre siècle de l'offset, procédé de reproduction photographique, la mise en page, la présentation des mots si chers à l'homme, apportent aux lecteurs une grande partie du plaisir de lire.

(1) Imprimeur au nom resté inconnu.

(2) Dans la commune de la Ferrière, canton de la Chèze.

(3) Telle la dynastie des Prud'hommes, à Saint-Brieuc, descendant des Doublet de 1620 à nos jours.

—le château de rosanbo

LANVELLEC

Situé au coeur de la commune de Lanvellec, non loin de Saint-Efflam dans l'arrondissement de Lannion, le château de Rosanbo fut bâti à partir du XIVe siècle par les Coskaer, solides chevaliers de Basse-Bretagne, qui avaient adopté le sanglier pour orner leurs armoiries. Ils étaient seigneurs du lieu depuis 1050. Ce château possède deux particularités remarquables : ses propriétaires actuels descendent en ligne directe des Coskaer du XIe siècle et son architecture présente des styles de toutes les époques.

C'est en 1688 que Geneviève de Coskaer de Rosanbo, unique héritière des biens de sa maison, épousa un conseiller au Parlement de Paris appartenant à une puissante famille de robe : Louis Le Peletier qui fut autorisé, par Louis XIV, à porter le titre de marquis de Rosanbo.

Dominant la petite rivière du Bô, à quelques kilomètres de la mer et à l'écart des grandes routes, bien dissimulé au milieu des arbres, Rosanbo est une de ces belles demeures rurales de Bretagne qui paraît faite pour témoigner devant le monde moderne des richesses profondes de l'âme bretonne alliée aux grâces de l'art français. Au XVIIe siècle, le président Le Peletier de Rosanbo, fit exécuter d'importants travaux pour moderniser l'ancien château qui était, jusqu'à cette époque, un ensemble de bâtiments édifiés au gré des événements et des besoins du Moyen Age : double enceinte pour se protéger des bandes armées, fenêtres étroites du corps de logis et poternes pour échapper aux vents et aux hommes, tourelles, défenses, bois et lacis protecteurs. Toute cette architecture défensive reçut avec dignité les idées versaillaises du président, car il sut aimer Rosanbo. Les tours de granit et les cheminées monumentales furent adoucies de lumière, l'enclos devint jardin, les bois se firent voûte de feuillage. Les nouveaux bâtiments destinés aux archives, les galeries, les hautes fenêtres ouvertes sur la façade neuve et les toits transformés à la Mansart, n'entamèrent en rien le charme des décrochements propres à l'architecture bretonne. La belle ordonnance classique n'effaça nullement la beauté grave des asymétries du plan ancien.

Ce premier des présidents Le Peletier à être marquis de Rosanbo, consacra toute une part de sa vie à restaurer et à rendre plus confortable la vieille demeure où s'engouffrait le vent de la mer à 500 km de Versailles.

Si les héritiers qui suivirent lui préfèrent la facilité du château de Villeneuve-le-Roi plus proche de Paris, du moins vinrent-ils régulièrement à Rosanbo jusqu'à la Révolution pour son entretien. Mais ils n'y habitèrent pas, comme si sa splendeur à la mode, son élégance, lui avait retiré sa magique attirance. Cependant, tout concourut pendant plus de cinq siècles, à garder les forces vives et créatrices de ce domaine : le lieu, les événements et toujours suffisamment de générations passionnées et fidèles pour mener la tradition jusqu'à nos jours. Même les assassinats de l'Histoire n'ont pu altérer son harmonieuse persistance... La chance - ou la prédestination - y a contribué ; la famille (1), allait périr sur l'échafaud lorsqu'un enfant, alors âgé de 16 ans (il paraissait plus jeune), fut arraché de la charrette mortelle par un cri "on ne guillotine pas les enfants !", ce qui permit à la foule de le porter dans quelques bras et il fut sauvé. Ce jeune Louis Le Peletier échappé au massacre fut encore marquis de Rosanbo et retrouva ses biens en 1802, sagement administrés par un homme d'affaires, M. Méry et trois régisseurs...

Toutefois, il ne résida pas non plus dans le château qui vieillissait dangereusement quand les grands-parents du propriétaire actuel furent reconquis par la force de l'âme bretonne et lui apportèrent en hommage une nouvelle vie : ils réparèrent les toitures, installèrent l'électricité, le chauffage, la bibliothèque, organisèrent les archives qui sont d'une rare richesse, rassemblèrent tentures et mobiliers. Ils ressuscitèrent la vieille demeure familiale, habitèrent les pièces qui avaient gardé poutres et granit, les décorèrent de fleurs fraîches et ils lurent les livres anciens. Le marquis de Rosanbo actuel poursuit l'oeuvre séculaire avec une remarquable conscience des pouvoirs irremplaçables du passé mêlé à la vie. (2)

(1) M. et Mme de Rosanbo, Malesherbes le père de Mme de Rosanbo et le jeune couple Châteaubriand (le frère de "René" ayant épousé Melle de Rosanbo).
(2) Ce château vivant peut être visité de 14 heures à 18 heures, de Pâques au 1er novembre.

— le port et hâvre du légué

PLERIN, SAINT-BRIEUC

Au VIIIe siècle, une montée anormale des eaux changea la configuration de la baie de Saint-Brieuc : la mer envahit les ports romains de Porthorel (l'actuelle plage de Saint-Laurent-de-la-Mer) et de Cesson, effaça le chemin qui longeait le littoral jusqu'à Erquy et l'enfouit sous les grèves. Puis elle s'avança jusqu'au rocher de Saint-Brieuc en remontant le Gouët. Les premiers ports disparus, les lieux d'accostage reculèrent vers le lit de la rivière : la mer ne fut plus qu'à deux kilomètres de la ville. La vallée, creusée dans le (K)legue(r) l'antique rocher breton, devint bientôt pour les Gallos, le hâvre du Légué.

Ainsi commence sans doute la vie maritime du Légué. Un village s'installa peu à peu en arrière des marécages où serpentait cette rivière du Gouët qu'avait empruntée, au Ve siècle, le moine Brieuc, pour rejoindre son cousin Rigwal et fonder une ville. En 1405, des officiers de Jean V se permirent, sans son autorisation, de créer un nouveau port à l'entrée du hâvre du Légué, devant le château de Cesson (1), afin de s'octroyer les droits prélevables sur les vaisseaux qui apportaient de la chaux et des vins bretons : les bateaux cessèrent momentanément de livrer leurs marchandises au Légué "au grand préjudice de droits très anciens" et réservés au comté de Penthièvre. C'était "une nouveauté qui ne s'était jamais vue" et justice fut rendue au Légué.

Les premiers travaux d'aménagement datent de 1566, lorsque la famille Favigo, confirmant la nécessité, pour Saint-Brieuc, d'avoir une ouverture commerciale sur la mer, édifia en bas de ce qui est aujourd'hui la "rue du Port", le port Favigo, ensemble constitué d'un manoir (détruit en 1925), d'un quai et de bouilles en amont du pont actuel. Mais sur la rive gauche, en Plérin, existait déjà depuis longtemps, un village d'une quarantaine de maisons groupées derrière la chapelle de Saint-Julien, patron des bateliers. Non loin de là on pouvait, dès la marée basse, passer la rivière à pied. Des maisons bien assises, construites "en pierres, sous

(1) Le château de Cesson a été bâti en 1144.

ardoises" et dont il reste encore aujourd'hui quelques rares mais solides témoins, abritaient une race de marins qui partaient à Terre-Neuve, bien avant sa découverte officielle. Vue des crêtes de Saint-Brieuc, le hâvre du Légué formait "un beau panorama où tout était vie et mouvement". Les navires s'amarraient aux maisons et reposaient dans les "souilles", ces ancêtres naturels des cales sèches, creusés dans la vase : la mer revenait les reprendre deux fois par jour.

Le commerce était important : Lamballe, Quintin, Uzel, Moncontour, Châtelaudren, Guingamp, tout le pays utilisait le Légué pour recevoir ou expédier les denrées, vin, sel, toiles, grains, huiles, poissons salés, résine, etc.

Dès le XVe et XVIe siècles, le village possédait un grenier à sel (rasé en 1953), un four à chaux, des fours à pain, une corderie, des lavoirs, des galeries pour entreposer les marchandises.

Sur la rive droite du Gouët, plus près de la mer que le port Favigo, les Rohan bâtissaient en 1625, le manoir de Rohannet (rasé en 1978), qui possédait un chantier de construction pour les plus gros bateaux. En 1687, M. de Morandais expédiait à Terre-Neuve un magnifique navire, le "Jacques-Nu".

En 1712 était fondée la première école dans une maison située à mi-chemin de la fontaine et de la chapelle, maison qui a échappé au temps et existe toujours dans les jardins du Légué. Là, également, Marie Balavoine et Renée Burel, soignèrent malades et personnes âgées ; elles furent les premières religieuses de l'Ordre des Filles du Saint-Esprit qui a maintenant essaimé dans le monde entier.

Pour faire face à l'importance des échanges commerciaux, la courbe de la rivière fut bientôt redressée devant Rohannet, puis en aval du port Favigo, les vases desséchées, une levée de terre et un chemin aménagés sur le marais le long de la rive gauche. Peu de temps après, le duc d'Aiguillon établissait des cales, des quais, des bassins, afin de remplacer les souilles. Pour venir de Saint-Brieuc en voiture, on traça le "chemin neuf" en 1756. On aménagea un pont afin d'assurer le roulage jusqu'au Légué. Emporté par l'inondation qui ravagea Châtelaudren en 1773, il ne fut rebâti que cinquante ans plus tard. Mais entre temps, le village s'était orné de superbes constructions destinées aux armateurs et que l'on peut admirer encore au bord des quais, en avant du premier village, lui donnant l'aspect d'une petite ville.

Le 14 mars 1776, Louis XVI accordait un entrepôt au hâvre du Légué devenu un vrai port. Abolie par la Révolution, cette faveur fut renouvelée en 1826. Cette concession était précieuse pour

le commerce, puisqu'elle permettait de mettre en réserve toute marchandise étrangère, en attendant de pouvoir la vendre avantageusement.

En 1874, un phare d'entrée était allumé à la Pointe à l'Aigle.

En 1882, une voie ferrée fut affectée sur la rive droite, au transport de marchandises reliant le bassin n°1 à la gare de Saint-Brieuc.

En 1885, on ouvrait le bassin à flôt.

Aujourd'hui, le destin du hâvre du Légué se joue entre les richesses naturelles de l'embouchure du Gouët où volent les 30 000 oiseaux de la baie d'Yffiniac et cet emplacement insolite, choisi par la mer elle-même, d'un port maritime situé au coeur même de son département.

—la chapelle saint-laurent

SAINT-GILLES-PLIGEAUX

Inscrite en 1926 sur l'Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques, la Chapelle Saint-Laurent de Saint-Gilles-Pligeaux a été retenue par le **Plan de Sauvegarde des Chapelles Bretonnes** (1). La chapelle située dans un placître, à 22 mètres de l'église, a été construite au début du XVIe siècle: la date inscrite sur le portail Sud-Est : 1531. L'afflux des pélerins à Saint-Gilles était tel, autrefois, qu'on était souvent obligé de célébrer la messe hors de l'église, au pied du magnifique calvaire situé dans le cimetière. On raconte également que des hommes faisaient, jadis, profession d'aller dans toutes les fêtes pour spéculer sur la commisération publique en étalant des plaies effrayantes soigneusement entretenues. Ils troublaient les offices par leurs cris et leurs convulsions trop souvent simulées ; mais les poursuites dirigées contre eux par les habitants de Saint-Gilles leur ôtèrent toute envie de revenir...

L'intérêt archéologique de la chapelle Saint-Laurent réside surtout dans son chevet : celui-ci est à trois pans coupés, ouverts de baies surmontées d'arcs en tiers points.

Restaurée en 1630 puis en 1902, les derniers travaux de réfection ont permis de retrouver la disposition d'origine du chevet puis de la reconstituer ; il s'agit du chevet Beaumanoir du nom du maître d'oeuvre Philippe Beaumanoir qui participa à la construction de la chapelle Saint-Nicolas de Plufur, de l'église de Plougonven et de l'église Sainte-Melaine de Morlaix, de 1488 à 1530. Bien que nécessitant une charpente beaucoup plus complexe que les chevets plats, les absides polygonales permettaient l'éclairage latéral du maître autel et ils obtinrent un vif succès.

---

(1) Un plan de mise en valeur des manoirs pourrait être également établi et des aides publiques envisagées dans les mêmes conditions que celles fixées actuellement par l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (A.N.A.H.). Dans notre département, l'aide devrait pouvoir être accordée dès qu'il y a occupation à titre principal par le propriétaire ou le locataire.

Grâce à la reconstruction de son chevet, le choeur de la chapelle Saint-Laurent est en train de retrouver son ancienne élégance.

Le site de Saint-Gilles-Pligeaux, avec son cimetière et la chapelle Saint-Laurent a été classé le 22 février 1927. Le classement de la chapelle elle-même est en cours.

— le manoir du saint-esprit

SAINT-BRIEUC

Cette maison était située, sous l'Ancien Régime, sur la place du Pilori ou du Martray Neuf (devenue depuis place Louis XVI, puis de la Liberté, puis de la Préfecture et aujourd'hui place du Général-de-Gaulle). Sur le même terrain existaient au Moyen Age deux maisons : l'une payait 10 sous à l'évêché au terme de la foire de Dinan (1er septembre) ; l'autre 4 sous à l'évêché au même terme. Entre ces deux terrains passait la petite rue du Bouffay.

Dom Yves Cottin, chanoine de la cathédrale, acheta les deux terrains, les réunit et y construisit à la fin du XVe siècle la "maison du Bouffay". Par son testament du 6 août 1518, il légua cette maison au chapitre cathédrale qui en fit une maison prébendale, c'est-à-dire, une maison affectée au logement d'un chanoine.

Le premier chanoine à qui elle fut attribuée en prébende fut Alain de Penmarch. Le chanoine qui vint ensuite, Louis du Bodéru, était chevalier de l'ordre du Saint-Esprit de Montpellier (1), de la commanderie d'Auray. Cette circonstance fit alors désigner le bâtiment sous le nom de "maison du Saint-Esprit", qu'il porte encore.

Comme la propriété était un peu trop grande pour le logement d'un chanoine, la partie située au fond de la cour fut louée le 24 janvier 1744 à Nicolas-Claude Loz, comte de Beaucours et c'est là que naquit, le 25 juillet 1746, son fils Hippolyte, qui fut le dernier avocat du Roi au Parlement de Bretagne. Il joua un rôle politique important au début de la Révolution, publia sous la Restauration de nombreuses études de doctrine et d'histoire et mourut le 27 mars 1830.

(1) A ne pas confondre avec l'ordre du Roi portant aussi le nom du Saint-Esprit.

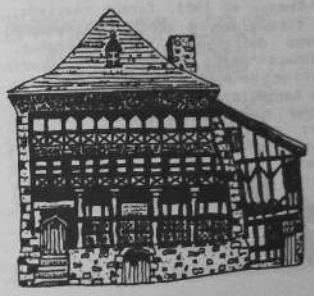
Le décret du 2 novembre 1789 mit les biens ecclésiastiques à la disposition de la Nation, qui loua le Saint-Esprit à partir de 1790 à Charles-Noël Bailly. La partie donnant sur la place avait été louée (dès 1779) à M. Brindejonc puis (par un bail qui fut renouvelé le 16 mai 1789) à Mme Ollivier. Enfin Charles-Noël Bailly, locataire de l'"arrière-maison du Saint-Esprit" acheta l'ensemble de la propriété à la République le 21 avril 1792. Il mourut à Saint-Brieuc le 11 août 1812 et ses biens furent partagés.

Dans ce partage, la maison du Saint-Esprit fit partie du 1er lot, partie donnant sur la place de la Préfecture ; le reste, c'est-à-dire "l'arrière-maison du Saint-Esprit" et la moitié de la cour entrèrent dans le 3e lot, celui de Victor-Agricole Bailly, notaire à Saint-Brieuc. Celui-ci vendit cette "arrière-maison" au département qui la destinait à servir de dépôt pour les Archives.

Cet immeuble abrita bien les Archives pendant une huitaine d'années. Un siècle plus tard, il fut question d'installer dans la tour un musée municipal de mobilier et d'objets du XVe siècle. A cette fin, le département en céda la jouissance à la ville par bail emphythéotique pour 99 ans, ce qui fut accepté par le Conseil municipal le 21 janvier 1936. Il faut noter que par une confusion avec l'hôtel de Quiquengrogne, voisin, la tour est parfois appelée tour de Quiquengrogne. Il faudrait renoncer à cette appellation, encore usitée en 1950 et qui n'a aucune authenticité historique.

Le projet de musée municipal n'eut pas de suite. En 1947-1948, des travaux furent faits pour l'installation des services de transmission de la Préfecture. La destruction des bâtiments anciens a mis en valeur le Manoir du Saint-Esprit en le rendant visible de la place et de la cour d'Honneur. Il abrite actuellement d'autres services de la nouvelle Préfecture.

LAMBALLE



Réunie en Assemblée générale le 12 février 1964, l'Association des "Amis de Mathurin Méheut", décidait de faire don au département des Côtes-du-Nord, d'une maison dite "Maison du Bourreau" acquise par eux en 1963 et située place du Martray à Lamballe, afin de conserver cet édifice et d'en faire un "Centre Culturel Mathurin Méheut". La donation fut reçue par le Préfet le 13 avril 1966.

Cette maison dont la remarquable façade peut être datée de la fin du XVIe siècle, porte un nom sur lequel on s'interroge. Pour la petite histoire, si l'on retrouve, à la rigueur, inscrit en 1742 dans les actes la concernant et transmis aux Archives départementales le nom évocateur de Mathurine Méheut homonyme ou parente du peintre lamballais, la présence d'un éventuel bourreau dans son passé semble exclue ; aucune exécution capitale n'apparaît dans la juridiction de Lamballe au cours des siècles qui suivirent. Par contre, le 20 avril 1609, un Jean Bourceau rendit bien aveu au Penthièvre pour une partie de cette demeure, maison "Bourceau" qu'un fabricant de cartes postales aurait plus tard transformé en maison "Bourreau" (1), afin d'accroître le pittoresque de ses reproductions et, sans doute, de mieux les vendre.

Classée monument historique pour sa façade le 22 novembre 1909, puis le 1er juin 1964 pour ses façades et l'ensemble de sa toiture, elle est un témoignage très fidèle du vieux Lamballe. Sauvée d'une mort par vétusté, elle n'échappa cependant que de peu à la démolition. Les conseillers municipaux de la ville furent, en effet, longtemps divisés à son propos lorsqu'il fallut prendre une décision : unanimes pour l'acheter, la moitié d'entre eux désirait l'acquérir pour la conserver, l'autre moitié pour la jeter bas, afin d'améliorer la circulation du quartier. Il eut suffi d'un déplacement d'une ou deux voix au cours d'un vote ou même d'une absence, pour que la "Maison du Bourreau" soit détruite...

(1) D'après Daniel de la Motte Rouge : "Châtellenie de Lamballe, vieilles demeures et vieilles gens" Ed.

Mais l'Association des "Amis de Mathurin Méheut" l'acheta, la fit classer et l'offrit au département qui accepta de la restaurer: d'une contenance de 67 centiares, elle comprenait "une cave, un rez-de-chaussée de deux pièces, un deuxième étage de quatre pièces, un grenier de deux pièces".

Dès que les travaux de réfection des pans de bois, maçonnerie et couverture, évalués à 140 291 francs en 1963, furent réalisés, Mme Mathurin Méheut et sa fille firent don à l'édifice restauré d'un nombre considérable d'oeuvres du célèbre peintre breton. Le "Centre Culturel Mathurin Méheut" est, aujourd'hui, ouvert au public, à quelques pas de la rue Notre-Dame, où vit le jour en 1882, dans une autre demeure de Lamballe, l'auteur de la Tapisserie de la Mer que l'on peut admirer à la Préfecture dans le hall des "cartes grises".

SAINT-BRIEUC

Dans le salon ouvert sur le Parc, les hôtes de la Préfecture peuvent admirer la tapisserie naïve du maître verrier, Hubert de Sainte Marie.

Réalisée à Quintin en 1976, cette composition de feutrine multicolore sur fond bleu marine, mesure 2,80 m sur 5,60 m. Elle raconte l'histoire de Bretagne et l'histoire de France.

Autour du roi de France et de la reine Anne, encadrés de deux voiliers, les bretons font une ronde en se tenant la main.

A la gauche des deux souverains sont représentés les principaux événements et personnages du passé antérieur à la Révolution: les druides et les moines défricheurs ; le débarquement de saint Brieuc ; le pauvre et le riche écoutant la parole de Saint-Yves; Bertrand Du Guesclin livrant combat à un seigneur anglais non loin de la ville de Dinan.

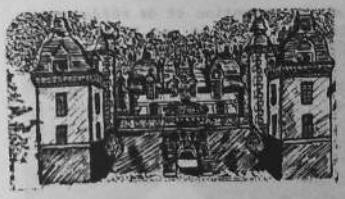
A leur droite, après la réunion des Etats : le Clergé, la noblesse et le Tiers Etat, l'assassinat de Poulain Corbion, commissaire du Directoire exécutif, mourant à Saint-Brieuc en criant, selon la légende "Vive la République", l'époque moderne apparaît avec les artisans, les ingénieurs, un groupe de commerçants et le radome de Pleumeur-Bodou. Parmi les hommes célèbres, on reconnaît Ernest Renan, l'écrivain de Tréguier et Marie Auguste Fulgence-Bienvenue, père du métropolitain, né à Uzel. Non loin d'eux, la ville de Lannion.

Enfin, dans le bas de la tapisserie, les personnages animent des scènes de la Résistance, de la Libération de 1944 et de la Guerre de 1914-1918, au cours de laquelle périrent tant de bretons.

De cette composition se dégage une si grande impression de fraîcheur et de vie que la matière très simple qui a été employée en reçoit une valeur nouvelle.

—le château de beaumanoir

EVRAN



Le château de Beaumanoir en Evran (arr. de Dinan) porte, inscrites sur ses murs, les dates de 1628 et 1630. Il rappelle un des plus glorieux noms de Bretagne : cette illustre famille, connue depuis Hervé de Beaumanoir (1202), qui combattit à Bouvines, a produit deux maréchaux de Bretagne, dont l'un commandait les Bretons au combat des Trente en 1350 ; puis la branche des sires de Beaumanoir, fondée au XIVe siècle dans la maison de Dinan, avait transmis la baronnie de Beaumanoir à la famille de Laval.

Les guerres de la Ligue ayant semé la destruction en Bretagne, l'ancienne noblesse féodale était en grande partie ruinée. De nouvelles familles l'avaient remplacée sous les règnes de Henri IV et de Louis XIII. A cette époque, le vieux château de Beaumanoir n'était plus habité depuis longtemps. Un conseiller au Parlement de Bretagne, François Peschart, acheta les terres et fit construire à 300 mètres de la demeure primitive le superbe château Louis XIII, d'inspiration italienne, que nous pouvons admirer aujourd'hui. Après les Peschart, vinrent Joseph Le Méheust de Bréguigny, également conseiller au Parlement de Bretagne, puis Jeanne Leray, mère de Jeanne-Marie Guillaudeu, épouse du Président de Langle, président au Parlement de Bretagne. Au XIXe siècle, deux marquis de Langle Beaumanoir furent bien connus dans le département : Louis-Joseph, né à Beaumanoir en 1802, sous-préfet et député ; son fils, Tristan-Louis-Anne, préfet des Côtes-du-Nord en 1877. C'est à ce titre que ce dernier prit un arrêté original interdisant au marquis son père... de sonner du cor. Sénateur des Côtes-du-Nord, il mourut à Beaumanoir le 6 décembre 1895. Sa fille, Marie-Louise-Claire, a vendu Beaumanoir à Pierre de Langle, appartenant à une autre branche de la famille. Elle est morte à Beaumanoir en 1947.

Depuis le 21 novembre 1925, la porte d'entrée, les deux tours carrées, les murs reliant la porte aux tours, étaient inscrits sur l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques. Le 10 septembre 1954, il y eut une donation-partage entre M. Pierre de Langle et ses enfants. Beaumanoir fut attribué à Jean de Langle.

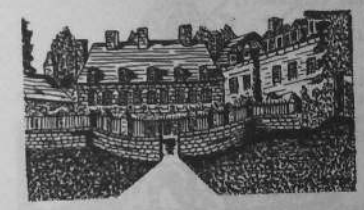
Celui-ci et son père vendirent le château le 5 novembre 1963 au département des Côtes-du-Nord. En 1963, le Conseil général des Côtes-du-Nord décide d'entreprendre les travaux de restauration qui furent l'oeuvre de l'architecte des Bâtiments de France, Jean Voizard : la toiture détruite fut reconstituée et Beaumanoir fut classé monument historique le 23 avril 1964.

Transformé en Institut départemental d'observation et de rééducation pour enfants caractériels, le château fut inauguré par le Président du Conseil général le 16 novembre 1969.

Depuis, avec ses bâtiments anciens précieusement sauvegardés et les bâtiments nouveaux, nécessaires à l'Institution, dissimulés dans son parc, Beaumanoir intact, poursuit sa mission séculaire de protection des hommes.

C'est peut-être un grand siècle, *"celui qui installe les plus malheureux de ses enfants dans les châteaux hérités des aïeux"*.

PLAINTEL



Non loin de la route de Saint-Brieuc à Quintin, à proximité du chemin Noé, ancienne voie romaine allant d'Aleth à Carhaix, se situe dans le décor paisible des arbres et des prairies de la commune de Plaintel, le château de Saint-Quihouët.

Propriété du département, devenu en 1971 un Institut Médical d'Education, le château appartenait depuis le début du XIVe siècle, à la famille de La Rivière qui possédait la charge héréditaire de gouverneur à Saint-Brieuc et occupait à ce titre un appartement dans la Maison de Ville qui devint la Préfecture en 1800.

La dernière des La Rivière avait épousé, en 1754, le Marquis de Lafayette, grand-père du Général Lafayette qui devint Seigneur de Saint-Quihouët en 1781.

En 1799, le château inhabité et dans un grand état de délabrement, fut acheté par Toussaint-Duval, marchand épicier. Sa fille, Mme Digaultray, employa une fortune considérable à rénover le château, puis le 10 octobre 1835, selon le voeu de son mari, en fit don aux pauvres des trois communes de Plaintel, Quintin et Le Foeil. Devenu par cette donation l'orphelinat de Saint-Quihouët qui fut tenu par les Filles de la Sagesse pendant plus d'un siècle, le château fut de nouveau donné par ces trois communes, le 18 octobre 1965, au département des Côtes-du-Nord.

Il était à cette date redevenu en fort mauvais état. La partie centrale du XVIIe siècle, le coin sud de la partie gauche construit en partie sur d'anciennes assises datant vraisemblablement du XIIe siècle, l'aile droite, relativement récente, construite par Mme Digaultray en 1830 sur l'emplacement de la chapelle primitive l'ensemble de tous ces bâtiments demanda des travaux de restauration et d'aménagement qui furent considérables.

Après avoir accepté, en 1965, le leg Digaultray-Duval et avoir procédé à la vente de sept fermes sur les onze que comprenait

la Fondation - outre le château lui-même - le Conseil général des Côtes-du-Nord décida la création à Saint-Quihouët en Plaintel, d'un établissement destiné aux enfants débiles profonds, comprenant des bâtiments destinés :

- un Institut Médico-Pédagogique (I.M.P.),

- un Institut Médico-Professionnel (I.M.PRO.),

- un Centre d'Aide par le Travail (C.A.T.),

d'une capacité totale de 160 lits. Le coût total de l'opération atteignit 8 709 000 francs et la charge nette du département, après déduction de la subvention d'Etat et des organismes sociaux (Ministère des Affaires Sociales, Sécurité Sociale, Emprunts), 2 835 300 francs.

Les travaux lancés le 2 janvier 1969 furent terminés à la fin de 1970, déterminant la création de 66 emplois et l'Institut ouvrit ses portes le 1er janvier 1971.

—la chapelle saint-gilles—

PLAINTEL

A la suite de sa réunion du 16 juillet 1975, la Commission des sites, très sensible aux problèmes de la conservation du patrimoine local, incitait la commune de Plaintel à surseoir à la démolition imminente de la Chapelle Saint-Gilles, située au bord de la route de Saint-Brieuc à Quintin et en très mauvais état.
Cette chapelle dont l'acte le plus ancien produit en 1821 par le Maire de Plaintel au Préfet, date de 1656, est le témoin d'un art lyrique en voie de disparition. Avec son clocheton, ses assises de pierres de granit, son contrefort, ses ouvertures -dont l'une en gothique flamboyant- et sa pierre d'armoirie, pièce rare située au pignon Nord, elle est l'archétype de la chapelle bretonne. Elle est en outre très visible de la R N 778 où circulent certains jours plus de 8 000 voitures... Autant de regards qui ont failli assister à sa fin...

Convaincue de son intérêt historique, la commune de Plaintel accepta. Restait à trouver une solution financière pour accomplir un sauvetage total.

La Chapelle Saint-Gilles n'était pas classée monument historique ; la commune de Plaintel ne disposait pas des fonds nécessaires pour la sauver d'une ruine déjà très avancée ; l'avis des techniciens la donnait pour dangereuse. Elle posait ainsi de façon précise le problème de la sauvegarde du patrimoine culturel dans les petites communes qui doivent faire face par ailleurs à de multiples charges en matière d'équipement immédiat.

Heureusement, l'harmonie d'une telle simplicité en détresse sut émouvoir. Une association du type loi 1901 fut constituée en novembre 1975, sous la présidence de Melle de Sagazan. La Chapelle Saint-Gilles fut acquise auprès de la commune de Plaintel pour un prix symbolique. Les sceptiques doutaient encore lorsque les subventions et les dons s'annoncèrent .

Puis un architecte, avec la compréhension des Bâtiments de France, s'appliqua à demander l'aide des artisans et des artistes locaux ce qui réduisit considérablement le montant des devis et restitua plus vite encore l'âme du pays à ce monument du terroir.

Alors l'impossible fut réalisé en moins de deux ans ; la vieille chapelle croulant sous le poids du lierre réapparut en septembre 1977 au bord de l'ancien chemin de Saint-Brieuc à Quintin, plus noble et plus naturellement bretonne que jamais.

Elle est le symbole de l'opération de sauvetage exemplaire qui prouve que les communes, l'Administration et les hommes de bonne volonté peuvent réunir leurs efforts et réussir.

SAINT-CAST-LE-GUILDO

Le 3 septembre 1758, à 5 heures du matin, apparurent au large du Cap Fréhel, 105 voiles anglaises ; la Guerre de Sept ans était déclarée par Louis XV depuis juin 1756.

La flotte ennemie mouilla dans la baie de Saint-Briac le 4 septembre et débarqua en deux jours dix milliers d'hommes et 200 chevaux : les paroisses des environs furent dévastées et pillées pendant plusieurs jours.

Enfin, le 8 septembre, une centaine d'habitants du Pays de Plancoët, commandés par Rioust des Villes-Audrains, bloquèrent, au gué du Guildo, cette armée de 10 000 combattants pendant une journée entière et une nuit... Grâce à ce courage et à l'endurance de cette poignée d'hommes, les régiments du duc d'Aiguillon eurent le temps d'atteindre les lieux où stationnaient l'armée anglaise de débarquement.

Le 11 septembre 1758, les 6 500 hommes des régiments de France et de Bretagne la rencontrèrent entre la pointe de l'Isle et la pointe de la Garde : les anglais furent rejetés à la mer devant Saint-Cast. Mais la cause première de cette victoire est attribuée unanimement aux soixante volontaires de la noblesse bretonne (dont le Comte de Robien) qui marchaient en avant des trois colonnes françaises.

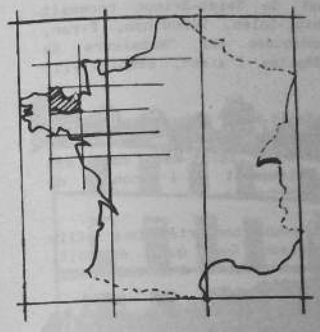
Cet événement changea la destinée des côtes de France car, à la suite de cette défaite, les Anglais renoncèrent à leurs incursions en Bretagne...

La bataille de Saint-Cast a été commémorée en 1858 par l'érection de la Colonne de Saint-Cast et en 1958 par l'exposition consacrée à la "Bretagne sous Louis XV" (1). Le département possède depuis

(1) Publication en vente aux Archives départementales et dans le Hall d'Accueil de la Préfecture.

1839 un tableau de Despagne (1) qui représente cette bataille. Il a orné jusqu'en 1972 la Salle du Conseil général de l'ancienne préfecture ; il se trouve aujourd'hui au premier étage de la nouvelle Préfecture où vous pouvez le voir dans l'antichambre du Cabinet du Préfet.

(1) Artus Despagne, peintre et sculpteur, élève de Giraudet, exposé au Salon de Paris de 1824 à 1835.



Le département des Côtes-du-Nord a été délimité par le comité de division de l'Assemblée Nationale et créé par le décret du 26 janvier 1790.

Plus nombreux qu'on ne le croit sont ceux qui, étrangers à la région, pensent que la Rance, de Dinan à son embouchure, constitue la frontière entre les départements d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord.

Or, le canton de Dinard appartient tout entier au département de l'Ille-et-Vilaine. Comment en est-on arrivé là ? C'est une question qui est souvent posée.

M. TEMPLIER, archiviste des Côtes-du-Nord, dans un rapport au Préfet daté de 1891, rappelle qu'"on avait partagé la France par quatre grandes lignes qui, se croisant du haut en bas et de gauche à droite, donnaient neuf cases. Une division semblable dans chacune des cases donna 81 cases plus petites ; ce fut à ce nombre que l'on assimila celui des départements"...

Et M. DUBREUIL (1) nous dit qu'"on accomoda tant bien que mal ces lignes droites aux particularités physiques, chaînes de hauteur, tronçons de rivières, etc... et l'on forma les départements actuels".

A vrai dire, s'il n'y eut pas, semble-t-il, de sérieuses difficultés pour fixer les frontières entre le département de Saint-Brieuc et ceux de Quimper et de Vannes (ainsi appelés avant leur actuelle dénomination), il n'en fut pas de même avec le département de Rennes.

En fait, les députés bretons à l'Assemblée Nationale Constituante puis, réunis en un comité régional, ne purent se mettre d'accord, en raison du conflit qui opposait "Messieurs de Dinan et Messieurs de Saint-Malo".

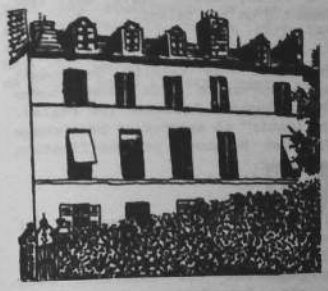
(1) "La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord" - Paris 1909, d'après Arch. nat., D IV bis : comité de division de l'Assemblée Nationale.

L'affaire fut donc portée devant le "Comité de Constitution". Ce comité proposa à l'Assemblée Nationale, qui l'approuva, un arbitrage au terme duquel le département de Rennes conservait les paroisses de Saint-Servan, Saint-Lunaire, Saint-Enogat et Pleurtuit, tandis que le département de Saint-Brieuc recevait Lanvallay, Tressaint, Saint-Hélen, Saint-Solen, Pleudihen, Evran, Saint-André-des-Eaux, paroisses revendiquées par "Messieurs de Dinan" et en plus, sans que les députés l'aient, semble-t-il, demandé : Tréfumel, Guitté et Plouasne.

Les motivations de "Messieurs de Saint-Malo" demeurent assez obscures, encore qu'il paraisse évident que certains aient voulu obtenir le maintien de l'ancien évêché de Saint-Malo dans ses anciennes limites, maintien allant évidemment à l'encontre de la volonté clairement exprimée par la Constituante.

Il semble aussi que les Malouins aient voulu conforter leur ville par comparaison avec Rennes et Saint-Brieuc. Quoi qu'il en soit, les limites des deux départements paraissent résulter d'un compromis.

SAINT-BRIEUC



Dans une belle demeure construite au XVIIe siècle par les Bénédictines Calvairiennes et située 2 rue Saint-Benoît (1) à Saint-Brieuc, naissait, le 7 novembre 1838, Jean-Marie-Mathias-Philippe-Auguste Villiers de l'Isle Adam. L'enfant avait pour ancêtre un Maréchal de France et un Grand Maître de l'Ordre de Malte. Ce fut l'évêque de Saint-Brieuc, Monseigneur Mathias Le Grouing qui le baptisa. Son père, le marquis de Villiers de l'Isle Adam, était le plus grand rêveur qui soit : familier des archives et des souterrains, il consacra sa longue vie à la recherche de fortunes englouties. Il y perdit hélas les restes de la sienne, celle de sa femme puis celle de la "bonne tante Kerinou", leur ange gardien...

Cependant, la vie du "Petit Mathias" commençait comme celle d'un prince de légende : aimé, choyé, admiré, il était blond, il avait les yeux bleus clairs des visionnaires, les mains longues et fines, un don de tendresse profonde. Des bohémiens l'enlevèrent quand il avait sept ans : retrouvé à Brest quelques jours plus tard, il se montra enchanté de ses ravisseurs et raconta leur amitié dans la plus magnifique des histoires. Dès ses premières années il avait ressenti "un frisson d'infini dans son âme d'enfant" et pria Dieu d'être dupe toute sa vie des belles et nobles choses". Il était né poète.

La tante Kerinou dut bientôt vendre la maison de la rue Saint-Benoît. On retrouve la petite famille rue Saint-Gouéno à Saint-Brieuc, rue Vicairie, rue Saint-Pierre, rue Saint-Michel, rue de Brest, puis à Lannion, puis à Rennes. Et pendant ce périple qui témoigne d'une incertitude matérielle, le jeune Mathias, cessant de jouer dans les jardins de l'Evêché (2) commençait un circuit tout aussi instable de collège en collège, à Tréguier,

(1) Cette maison fut détruite en 1962 pour élargir la rue St-Benoît.

(2) Aujourd'hui, Parc de la Préfecture.

Rennes, Laval, Vannes, Saint-Brieuc. On dit qu'il y éleva des coccinelles mais aussi qu'il était doué d'une imagination et d'une mémoire prodigieuses : l'une et l'autre, jointes à d'immenses lectures, furent probablement les seules à former l'écrivain. Il suffisait d'ailleurs de le voir et de l'entendre pour être convaincu de sa vocation. Très proche des poètes celtes, il séduisait par ses "visions lumineuses et ses croyances claires". Ses proches ressentaient parfaitement son âme : ni la pauvreté, ni les déboires n'atténuèrent jamais leur tendresse ni leur confiance. Père, mère et tante l'accompagnèrent à Paris, seule ville qui leur parut assez vaste pour l'épanouissement d'un tel talent.

Prenant d'assaut la "Revue fantaisiste" le dernier descendant du Grand maître de Malte donna l'impression d'un jeune homme magnifiquement doué, penseur profond échappant à toutes les règles. Il débuta par une nouvelle, "Claire Lenoir" où apparut un personnage qui le suivit toute sa vie, Tribulat Bonhomet personnification du bourgeois scientifique du XIXème siècle.

A peine sorti du cercle émerveillé de sa famille, Mathias qui signait maintenant Auguste, rencontra partout -à ses débuts- un accueil enthousiaste. Baudelaire fut son ami ; Wagner qu'il vénérait, Huysman, Mallarmé accompagnèrent cet idéaliste dans la traversée tumultueuse de sa vie. Cependant, ses premières oeuvres ne lui apportaient que des déceptions : les "premières poésies" (1859) n'avaient eu aucun succès. Il essaya la prose poétique avec un roman, "Isis" (1862), des drames, "Ellen" (1865), "Morgane" (1866) qui ne furent pas joués, la "Révolte" (1870), le "Nouveau-Monde" (1875) qui le furent à peine. Venu à Paris peu fortuné, il découvrit bientôt les humiliations de la pauvreté. Son insouciance des besoins matériels l'aida à la supporter : il se tourmentait pour l'avenir des hommes mais ne s'inquiétait pas de savoir s'il avait une chemise à se mettre sur le dos. Il avait le goût de l'ironie et de la farce qui furent sans doute la revanche de sa naïve sincérité quand il eut découvert les hypocrisies et les dures trahisons de la vie. Il était doué d'une robuste gaîté que la misère aiguisa.

Mais à tout soleil il préféra la nuit et les étoiles... Le jour lui révélait trop l'horreur à son gré, et de médiocrité que sa sensibilité refusait. Il devint un noctambule impénitent ; la nuit, propice aux rencontres avec l'infini et à la création, lui offrait un affinement du réel qui le ravissait.

"Fantôme sans amour, notre esprit cherche Dieu..."

Epris d'absolu, il ne fut vraiment amoureux que d'un rêve de femme ; c'est un enfant qui lui fit accepter la réalité, son fils Victor (1). Il déversa sur lui toute sa délicate tendresse inutilisable dans la vie littéraire qui le dévorait de jalousies

(1) Qui mourut à 20 ans.

et d'insultes. Loin des hommes de lettres, il redevenait lui même : un feu d'artifice de joie et d'ironie. Pour son fils, il apprit à travailler régulièrement et ce sont les oeuvres de ses dernières années qui firent sa vraie réputation : Contes cruels (1883), Eve future (1886), Amour suprême (1886), Tribulat Bonhomet (1887), Histoires insolites (1888), Nouveaux contes cruels (1888), Axel paru en 1890.

Il mourut à Paris en 1889, soutenu par des amis toujours fidèles. Mais les souffrances de son agonie furent telles que pour la première fois le don du rêve lui fit défaut : il comprit que l'ignoble réalité le rejoignait et il vit toute sa détresse physique. Mais il ignorait que son orgueilleux idéalisme connaîtrait plus de gloire quand il serait mort...

—l'élection du premier président de la république

DEPARTEMENT Des Côtes-du-Nord

Citoyens désignés par les votes des assemblées électorales pour la Présidence de la République

Nombre d'Electeurs inscrits ... 113.559

NOMS	PRENOMS	QUALITÉS	NOMBRE DE VOIX
Louis-Napoléon Bonaparte	Napoléon Louis	Représentant	71855
Cavaignac	Eugène	Général	16,212
Ledru-Rollin		Représentant	191
Lamartine	Alphonse	Représentant	170
Raspail		Représentant	11

1848 : le 24 février, un Gouvernement provisoire proclamait la IIe République. En décembre, la France allait élire, pour la première fois de son histoire, un Président de la République. Ce serait sa seconde expérience du suffrage universel instauré quelques mois plus tôt pour l'élection de ses députés (dont Jules Simon, Glais-Bizoin et Tréveneuc pour les Côtes-du-Nord).

Le Ministre de l'Intérieur adressait aux préfets cette circulaire:

"Le rôle du Gouvernement à qui l'Assemblée nationale a temporairement "délégué le pouvoir exécutif est tout tracé. Il se réduit à assurer "la liberté, la pureté de l'élection, à obtenir l'expression "sincère du suffrage universel. Vous l'avez déjà compris, le "Gouvernement doit laisser chaque citoyen apprécier, dans la "parfaite indépendance de sa réflexion, le mérite des candidats "qu'on lui propose /.../"

"On comprendra sans peine que l'avenir de la nation dépend en "partie du citoyen qui, le premier, présidera à ses destinées /.../".

"Ne parlez pas de faveurs sans bornes, de dégrèvement d'impôts, "de satisfactions qu'aucun gouvernement ne pourrait leur procurer. "Je sais que tout le pays peut légitimement réclamer des améliorations matérielles ; faites comprendre que le Gouvernement s'en "occupe activement, et que toutes vos déclarations soient l'expression d'une volonté ferme et sincère, sans devenir jamais un "de ces moyens de séduction que l'on a trop souvent employés /.../".

"Je vous signale un ennemi que vous devez vous attacher à combattre : l'insouciance des électeurs. Vous ferez comprendre à ceux

"qu'une fatale indifférence tient éloignés du scrutin qu'ils "sont coupables envers la société, envers eux-mêmes. Ils assume- "raient sur eux la plus terrible responsabilité, vous devez "le leur faire sentir /.../".

"Mettons notre espoir dans les inépuisables ressources de bons "sens et de patriotisme que la France renferme : faisons en "sorte d'obtenir le vote libre et éclairé de nos concitoyens".

Trois jours avant la séance, les électeurs de la commune étaient avertis par "tous moyens de publicité au pouvoir des maires de se rendre ainsi que c'est leur devoir à l'Assemblée électo- rale" au chef-lieu de canton. Toutes les communes furent appelées les unes après les autres. Les bureaux des scrutateurs étaient disposés de telle sorte que l'on puisse circuler autour pendant le dépouillement du scrutin. Chaque bureau était présidé par un juge de paix.

En raison du nombre considérable d'électeurs, ceux-ci avaient l'autorisation d'apporter leur bulletin après l'avoir écrit dehors, s'ils le voulaient. On recommandait aux électeurs d'apporter la plus grande attention dans la rédaction de leurs bulletins. Ainsi pour le candidat Louis Napoléon Bonaparte, chaleureusement défendu par Georges Sand et Chateaubriand, la qualification de prince était interdite : elle rendrait le vote nul. Il en serait de même de toute autre qualification, il fallait donc les éliminer toutes. Le prince ayant des parents, on devait aussi faire en sorte de ne pas confondre les noms de baptême...

"En un mot, il ne peut avoir de bons et de valables que les "bulletins sur papier blanc sur lesquels on écrira sans addition "ni qualificatif : Louis Napoléon Bonaparte".

Les citoyens furent si attentifs à ces recommandations, que Louis Napoléon Bonaparte, neveu de l'Empereur, fut effectivement le premier de tous nos présidents de la République.

Le 10 décembre 1848, il obtenait dans les Côtes-du-Nord, 73 455 suffrages sur 113 859 votants et le poète Lamartine 179.

DUAULT

"Fils des monts adopté par la mer", s'il existe un écrivain sensible à son environnement, c'est bien Anatole Le Braz.

Né en 1850 à Saint-Servais alors en Duault (1), dans la partie cornouaillaise des Côtes-du-Nord, il fut d'abord entouré de forêts, de rivières, de fontaines, ce domaine des eaux qui caractérise le canton de Callac où régnaient encore tous les mythes issus de l'imagination bretonne au cours des millénaires.

Son père était instituteur: venu très tôt avec ses parents habiter Ploumilliau, près de Plestin-les-Grèves, il y étudia le latin avec l'oncle du poète Villiers de l'Isle Adam. Puis il vécut au pays de Tréguier : Pleudaniel, Penvenan et plus tard à Port-Blanc où il revint fidèlement jusqu'à sa mort. Dans ce "pays des Îles" il respira toute la magie de la mer qui lui prit l'âme à tout jamais.

A cette plénitude de sensation que lui apportait la Bretagne, il offrit un don total de lui-même, fait assez rare parmi les hommes que la célébrité peut emporter vers bien d'autres cieux que les leurs. Lui n'oublia jamais sa patrie celtique et s'il partait à Londres ou en Amérique c'était encore pour en parler.

(1) Voir le BIM n° 7 "Eléments d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Guingamp" p. 60.

Professeur de littérature, conférencier brillant, il eut ceci de très particulier d'être un rêveur, imaginatif, passionné, qui regarda son pays de légende avec une rigueur scientifique. Il ne se laissa jamais aller aux facilités des théories gratuites qui ont fait naître tant de malentendus sur les origines de la Bretagne.

Elève de Renan et de Taine, il avait reçu de ces maîtres un besoin profond de vérité. La Sorbonne où -après ses études au Lycée de Saint-Brieuc- il prépara son agrégation de grammaire, l'avait dressé à la précision des recherches critiques. "Sachant de métier ce qu'était un document, un témoignage, il sut faire le tri entre l'imaginaire et le réel. Ce fut capital pour son oeuvre". Jeune professeur à Quimper, il devint célèbre en 1893 avec la publication de "La Légende de la Mort", après avoir couru les chemins de ferme en ferme, dormi souvent à la belle étoile en compagnie de son ami François-Marie Luzel (1), archiviste du Finistère. Avec lui il a rencontré des hommes très près de la nature. Il s'est penché émerveillé sur les chants de l'âme populaire il a retrouvé la "sainte poésie" qui s'en dégageait. Il a su vivre le charme breton.

Son souci de vérité ajoute beaucoup au prix de l'oeuvre qu'il a laissée sur la Bretagne : "Au pays des pardons" (1894), "Pâques d'Islande" (1897), "Le gardien du feu" (1900), "Le sang de la sirène" (1901), "Le théâtre celtique" (1905), "La Bretagne" (1925), "Poèmes votifs" (1927). Il écrivit aussi toutes ces belles nouvelles contenues dans les "Contes du soleil et de la brume" et "Les âmes d'Occident".

Le 20 août 1901, la "Marie-Thérèse", canot de plaisance de Trédarzec parti de Port-Béni en Pleubian, fit naufrage au large de la baie d'Enfer en Plougrescant. Cet accident fit quatorze victimes. Parmi eux il perdit ses parents, quatre soeurs, un neveu et "peut-être aussi la foi..."

Sa fille épousa un cardiologue éminent, Edouard Donzelot, dont les recherches portèrent notamment sur l'infarctus et qui vint souvent à Penvenan où il acheta le rocher du Voleur sur lequel est apposée une plaque commémorative.

Anatole Le Braz mourut à Menton le 20 mai 1926 surpris par la mort loin de son pays. Mais c'est à Tréguier que reposent ses cendres, au "Bois du Poète" sous un monument dû au sculpteur Armel Beaufils.

(1) Né à Plouaret, il a recueilli et publié les contes et les chansons du Trégor.

—fulgence bienvenüe

père du métropolitain

UZEL

Né à Uzel le 27 janvier 1852, dernier d'une famille de treize enfants, Fulgence Bienvenüe fut élevé par son père, notaire, dans l'esprit des traditions. Rarement, une existence présenta de plus parfaites harmonies dans sa réalisation humaine et dans son expression intellectuelle.

D'une érudition étendue à tous les domaines, il put réunir au cours de sa vie, la foi, l'intelligence et le travail.

Passionné par les auteurs anciens dès son jeune âge, il fut cependant attiré par une carrière d'ingénieur, à une époque où tant de travaux furent réalisés : ports, chemins de fer, routes...

Polytechnicien de la promotion 1870 comme son ami Ferdinand Foch, il fut comme lui marqué par le désastre qui atteignait la France et bien décidé à travailler à son relèvement. Pendant près de soixante ans, il se consacra à la collectivité -dans les travaux publics- ce qui convenait autant à la science qu'il avait acquise qu'à sa générosité. L'observation et l'expérience de Fulgence Bienvenüe devaient lui donner une clairvoyance prophétique.

Depuis l'année 1872 où, élève ingénieur de l'école des Ponts et Chaussées, il donnait des leçons de mathématiques au jeune Charles de Foucauld, le futur apôtre du Sahara, l'oeuvre monumentale du Métropolitain de Paris, tâche énorme regardée quarante ans auparavant comme impossible, aujourd'hui admirée comme une des merveilles de la construction ferroviaire contemporaine, restera le symbole des conceptions géniales. La première idée du Chemin de fer urbain parisien avait pris corps en 1855. On avait simplement en vue de relier le centre de Paris à la circonférence et de mieux assurer l'approvisionnement des Halles. La construction du chemin de fer appelé Métropolitain comme celui de Londres, fut décidée par le Conseil général de la Seine le 11 mai 1872. L'avant-projet fut mis à l'enquête seulement au début de 1896 et la loi du 30 mars 1898 déclara d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer Métropolitain à traction électrique. Les travaux furent entrepris le 4 octobre 1898 pour la ligne de la porte de Vincennes à la porte Maillot qui fut ouverte au public le 19 juillet 1900, à temps pour desservir l'exposition universelle. Selon les dispositions

des conventions en vigueur, la concession du réseau municipal devait expirer le 31 décembre 1955 ; mais le premier réseau partiel de 42 km, puis le deuxième réseau partiel de 21 km établi avant la guerre de 1914, devaient faire retour à la ville de Paris dès le 28 mai 1941 et le 8 janvier 1945. A ces dates, la ville entrait en possession d'un domaine de prix inestimable, dont une partie, valant en 1933 plus de six milliards, n'aura rien coûté aux finances municipales et dont l'autre partie sera elle-même amortie complètement sans dépasser l'année 1980.

Lorsque Fulgence Bienvenüe fut admis à la retraite le 6 décembre 1932, la longueur des lignes exploitées atteignait 138 km.

Il mourut à Paris le 3 août 1936 grand-croix de la Légion d'Honneur.

La station de métro "Bienvenüe" fut inaugurée le 21 janvier 1937. Elle est aujourd'hui associée, sous le nom de "Montparnasse-Bienvenüe", à la station qui portait le nom de la gare des Bretons. Sur les quais de cette station sont exposées des photographies consacrées aux travaux du Métropolitain et à Fulgence Bienvenüe.

LANNION

Les "Côtes-du-Nord" sont une création administrative aux éléments géographiques si différents les uns des autres que ce département réunit en lui seul presque tous les visages de la Bretagne. Il lui est, ainsi, moins facile de se présenter que le Finistère plus homogène, l'Ille-et-Vilaine regroupé autour de la capitale bretonne ou le Morbihan aux terres plus subtilement orientées vers la mer. Dans ce département même les grands hommes semblent appartenir à l'autre bord, l'autre pays, l'autre rive et l'on n'est jamais tout à fait sûr que le héros soit "des Côtes-du-Nord". Cependant, combien de communes ont été habitées et profondément aimées par des personnages connus ! Certains y sont nés ; d'autres n'y ont fait que passer leurs étés, gardant pour toujours, en eux, un rêve breton inaltérable ; d'autres y sont revenus pour ne plus repartir.

Si, à l'image de ses admirables paysages et de ses monuments innombrables qui font partie intégrante de sa vie quotidienne, le département des Côtes-du-Nord garantit une discrétion certaine aux hommes célèbres, du moins ne peut-il empêcher le chercheur de les découvrir au creux de ses pierres et sur ses rivages, avec la beauté qui les a émus et a stimulé leur esprit.

L'historien, romancier, conférencier et poète, Charles Le Goffic, né à Lannion le 14 juillet 1863, mort dans sa maison de Run-Roux en Trégastel, le 12 février 1932, membre de l'Académie Française, est certainement l'un de ceux qui furent les plus proches de la diversité caractéristique de ce département.

Après avoir fait ses études au Collège de Lannion puis à Rennes Charles Le Goffic entra à l'Ecole Normale Supérieure. Puis il fut professeur à Morlaix, à Gap et au Havre pour renoncer rapidement à la carrière universitaire et s'adonner entièrement aux Lettres.

Si le meilleur de son oeuvre fut consacré à la Bretagne dont il a souvent été le représentant en Irlande et en Amérique, il fut aussi l'un des propagandistes les plus fervents de la pensée française. Sa bibliographie témoigne d'une connaissance très ouverte vers l'extérieur. Mais il a décrit avec minutie les maisons et les rues de Lannion, de Guingamp, de Tréguier et de bien d'autres communes des Côtes-du-Nord. On dit qu'il a regardé vivre son "petit pays" avec un attachement sans borne parce qu'il l'aimait mais aussi parce que ce pays là était en ce monde, la part d'humanité qu'il connaissait le mieux, celle où il pouvait saisir ce quelque chose de "particulier et d'universel" qui est bien le propre de ce département.

L'"Ame Bretonne" est le titre qu'il a donné au recueil où il a rassemblé ses études sur les traditions, les moeurs et la littérature celtique. Dans son roman "Mme Ruguellou", il a su peindre le mécanisme des conflits politiques qui ne se démodent pas.

Poète, il aurait pu vivre par nature dans le rêve et c'est en vers qu'il évoque "l'âme éparse des gwerses et des sônes du Trégor".

Historien, il a collaboré à la Revue-des-deux-Mondes, à la Revue Encyclopédique, à l'Illustration ; il est l'auteur des Extraits de Saint-Simon (1890), des Bonnets Rouges (1906), de Racine (1913), mais on lui doit aussi d'autres ouvrages plus variés : les "Romanciers d'aujourd'hui" (1890), le "Crucifié de Keraliès", roman couronné par l'Académie Française (1892), "Le Centenaire de Casimir Delavigne" (1893), "Gens de Mer" (1897), "Sur la Côte", étude couronnée par l'Académie Française ; "Les Métiers Pittoresques"; "La Payse", drame lyrique mis en musique par Guy Roparzt (1898), sans oublier l'"Illustre Bobinet", recueil de nouvelles, publié par Plon en 1922 dont les actions se passent à Lannion.

Ceux qui aiment le lieu où ils vivent peuvent retrouver dans l'oeuvre de Charles Le Goffic toutes les joies et les tristesses de la vie, telles qu'elles se répercutent en autant de microcosmes qu'il y a de cantons et de communes dans notre département...

louis harel de la noë,

SAINT-BRIEUC

Lorsqu'au début de l'année 1901, le Conseil général des Côtes-du-Nord dut prendre une décision pour résoudre toutes les difficultés posées par la construction du premier réseau de "chemin de fer d'intérêt local" dans un département coupé de vallées maritimes nombreuses, il fit appel à l'Ingénieur Louis Harel de la Noë (1). Nommé ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées, celui-ci donna, de 1901 à 1918, toute la mesure de son talent novateur. Ville de collines, Saint-Brieuc devint la ville des ponts : les plus connus sont les ponts de Souzain, Toupin, Rohannet (aujourd'hui supprimé).

Face aux problèmes présentés par trop d'inévitables cheminements à flanc de coteau, l'auteur de ces ouvrages qui étonnent encore, conseillait à ses techniciens de "ne pas reculer devant les solutions franches avec viaducs". Il fit celui de Binic, des Ponts-Neufs, de Pléneuf, d'Erquy, de Bréhec (détruit), de Jugon, de Plouézec, commença ceux de Frémur, du Jaudy, de Lézardrieux, sans oublier la construction de la parabolique petite gare centrale de Saint-Brieuc et d'une grande quantité de passerelles et de murs de soutènement. Il fut critiqué, comme bien des créateurs, car l'on doutait de la solidité de ces oeuvres d'aspect hardi et fragile, à une époque où le béton armé n'était qu'un matériau nouveau. Son emploi permit, en effet, de faire de la dentelle, mais les ponts-routes de Louis Harel de la Noë supportent encore les surcharges imposées par la circulation actuelle.

Toutefois, le chemin de fer départemental n'existe plus et l'heure est venue de bâtir d'autres ponts (2), afin de répondre au programme des autoroutes à double voie, de simplifier leur tracé et d'éviter d'encombrer les villes.

(1) Louis Harel de la Noë, né le 29 janvier 1852 à Saint-Brieuc, entré à l'Ecole Polytechnique en 1870, Ingénieur des Ponts-et-Chaussées en 1875, mort à Landerneau (Finistère) le 28 octobre 1931.
(2) En 1978, 13 ponts routiers sont en voie d'achèvement. Harel de la Noë avait déjà dû en créer plus de 20 entre 1901 et 1918, pour assurer les transports routiers et ferroviaires.

La Direction départementale de l'Equipement poursuit l'oeuvre de Louis Harel de la Noë, dans un style non moins spectaculaire; les courbes fines et les traits de béton lancés - au sens propre du mot, à travers les vallées où les routes du département méritent une nouvelle attention.

Leurs dimensions, autant que leur élégante simplification, sont l'interprète des techniques de notre époque : le pont lancé sur le Légué en 1978, a presque la "beauté d'une équation" et souligne, d'un tracé mathématique fascinant, le charme de la vieille vallée ouverte sur la mer.

(1) En 1978, 13 ponts routiers sont en voie d'achèvement. Harel de la Noë avait déjà dû en créer plus de 20 entre 1901 et 1918, pour assurer les transports routiers et ferroviaires.
(2) Long. 524 ; Larg. 29 ; Haut. 60. Les piles ont été dressées, en béton, à raison de 5 m par jour.

PENVENAN

Iles encore sauvages situées au large de Port-Blanc, dans la commune de Penvenan du canton de Tréguier, Saint-Gildas et Illiec font bien partie des Côtes-du-Nord. Mais il semble que naisse de leur situation géographique un souffle particulier -international- où dominent les forces favorables à l'esprit. Souillées à plusieurs reprises par des flots de mazout jaillis des grands trafics maritimes, trop proches, elles n'en défient toujours pas moins de leur nature superbe ces catastrophes qui passent. Une quantité précieuse d'oiseaux nichant aux Sept Iles continuent à les survoler. On y fait toujours, à marée basse, des kilomètres à pieds sur les grèves les plus oxigénées et les plus iodées que l'on puisse rêver. Elles sont encore ces terres bretonnes dont l'Américain Charles Lindbergh, le premier vainqueur aérien de l'Atlantique disait : "Je n'ai jamais vu d'endroit où je souhaite tant vivre".

Il y vécut après s'être rendu acquéreur d'Illiec en 1938 et bien avant, chez son ami le docteur Alexis Carrel, installé à Saint-Gildas, tant il est vrai que les mêmes environnements attirent souvent la même sorte d'homme.

Né à Sainte-Foy-lès-Lyon (Rhône) en 1873, le docteur Alexis Carrel est l'auteur de "L'homme, cet inconnu" dont il médita longuement l'écriture entre sa maison et ses promenades sur les grandes chaussées marines. Lauréat du Prix Nobel de Médecine en 1912, il avait en 1922 acheté - dit-on, avec le montant du prix - la petite île de Saint-Gildas. De cette partie du département, Lindbergh écrivait encore : "L'ensemble des arbres ou des rochers, aboutissent avec la mer et le ciel à une perfection à peine croyable"

Aidé de son ami Lindbergh dont il avait fait connaissance à New-York en 1930, Alexis Carrel mit au point une pompe à perfusion dotée d'un circuit de liquide nutritif. Il est connu pour ses expériences concernant la survie des organes hors du corps et fut l'un des premiers à tenter de créer un coeur artificiel. Ils travaillèrent ensemble plus de cinq ans, lui l'homme de sciences

et Lindbergh homme de l'audace et de la mécanique, ces deux atouts qui lui permirent d'être le premier à relier New-York à Paris par la voie des airs.

Pendant 22 ans, jusqu'à sa mort en 1944, Alexis Carrel vint à Saint-Gildas. Ils se rencontrèrent souvent l'un et l'autre, entourés par la mer, libres, heureux dans ces paysages envoûtants qu'ils appréciaient du plus profond d'eux-mêmes ; ils marchaient en discutant ardemment de leurs problèmes scientifiques et philosophiques. Lindbergh était fasciné par l'esprit "passionnant et stimulant" de son ami de 30 ans son aîné. Lui, dont l'enfant de 18 mois avait été assassiné à la suite d'un kidnapping tragique, retrouva la foi dans la vie, à ce contact. Mais quel Breton s'étonnera de trouver sur des îles bretonnes, deux hommes "tournés vers l'intérieur dans un monde tourné vers l'extérieur ?"

A l'heure où la ligne des vols rapides relie aujourd'hui Paris-New-York en quelques heures, en survolant de 3 000 m Illiec et Saint-Gildas, il est amusant de rappeler que le 2 juillet 1937, Lindbergh venant de New-York, sans radio, jetait du ciel, sur l'Île de son ami, un message lesté d'une clé pour l'avertir de son arrivée.

Issu d'une famille dont les origines remontent à 911, Henri, Vicomte Frotier de la Messelière a dessiné, répertorié et identifié la plupart des châteaux, manoirs et chapelles des Côtes-du-Nord ; il a consacré sa vie à cette oeuvre aussi discrète qu'efficace, précédant d'un demi-siècle l'"Inventaire des Monuments Historiques". De nos jours, la généalogie et le patrimoine ont les faveurs du public qui freine d'instinct la perte irréparable des témoignages de l'histoire et quelle commune resterait tout à fait indifférente à la détresse d'une chapelle ou d'un manoir-ferme croulant sous le lierre ?

Mais à l'époque où Henri Frotier de la Messelière, infatigable, parcourait les chemins du département à pied ou à bicyclette, son crayon et son carnet à dessin en poche, bien peu nombreux étaient ceux qui mesuraient la richesse possible d'une ruine et des innombrables manoirs familiers qu'il dessinait.

Pressentant les événements mondiaux qui bouleverseraient "quelques conceptions anciennes, à l'aurore des temps nouveaux", Henri Frotier de la Messelière se fit un devoir de rassembler pour les générations futures, les preuves de l'architecture rurale et urbaine des pays bretons. Son trait est aussi sensible que puissant : autour de ces demeures en image, on croit entendre bruire les vieux arbres, on voudrait pousser les portes rondes, allumer le feu dans les hautes cheminées...

Né au Manoir de Prémorel en Plesder (I-et-V), le 2 novembre 1876, il a vécu de longues années à Saint-Brieuc, 19 rue de Brest. Il y est mort le 6 décembre 1965. Docteur en droit, il est l'auteur de nombreux ouvrages généalogiques, notamment d'un "Recueil généalogique" (1904) (1350 pages et 260 illustrations) ; des "Filiations bretonnes" (1912-1926) (5 vol., 3783 pages) ; de croquis et de cartes : la "Paroisse d'Evran" ; le "Pays de Lamballe" (1921) le "Territoire des Côtes-du-Nord" (1927) ; "Saint-Brieuc, principal centre touristique des Côtes-du-Nord" (1929) ; l'"Age probable des châteaux de terre des Côtes-du-Nord" (1934) ; "Fortifications de pierre des Côtes-du-Nord" (1935) ; le "Regaire de Trégunc"

(1939) ; "Manoirs bretons des Côtes-du-Nord" (1941) ; "La Statuaire ancienne dans les Côtes-du-Nord" (1945) ; "Le Canton et la Châtellenie de Corlay" (1946) ; "Quintin d'Avaugour" (1947) ; "Catalogue illustré des Monuments ruraux du Trégor et du Goëllo" (1947) "Le Poudouvre et le canton de Dinan-Est" (1948) ; "Le Poher" (1949) ; "Le Coeur du Penthièvre" (1951).

Certains de ses croquis ont également illustré dans la collection du "Bulletin d'Information des Maires", publié par la Préfecture, les numéros consacrés aux "Eléments d'histoire et d'archéologie des communes".

Ses ouvrages imprimés, manuscrits, notes et dessins destinés à retenir la vie "malgré les assauts du temps" sont précieusement conservés aux Archives du Département.

SAINT-BRIEUC

dans cette maison

le MARECHAL FOCH

effectua de longs séjours de 1883 à 1897

11 mai 1930

Dans sa séance du 16 novembre 1918, le Conseil municipal de Saint-Brieuc, décidait à l'unanimité, de donner à la rue allant de la rue Houvenagle à la place Saint-Michel, le nom du Maréchal Foch.

Au n° 43 de cette rue, avait souvent résidé le Commandant des Armées Alliées en France ; il s'était également marié dans l'église Saint-Michel de Saint-Brieuc, le 5 novembre 1883, avec Mademoiselle Julie Bienvenüe (1) et fit ainsi de fréquents séjours dans le département.

Premier artisan de la victoire des Alliés dans la première guerre mondiale, Foch, né en 1851 à Tarbes, faisait ses études à Metz, où il se préparait en polytechnique, quand il apprit, en mai 1871, l'annexion de l'Alsace et la Lorraine à l'Allemagne. Dès lors, il consacra sa vie à l'armée. Il est l'image même du chef. Sa doctrine qu'il a exposé dans deux ouvrages : Principes de la Guerre (1903) et Conduite de la Guerre (1904), fixe sur ses bases, sur la fermeté du caractère, le savoir, sur l'étude et le travail qui permettent de l'acquérir et apprennent à penser, mais aussi sur la puissance des forces morales et la discipline intellectuelle qui transforment le principe de l'obéissance en pensée féconde et en esprit créateur. Son art est simple, logique, mathématique. Foch reste le seul chef de la coalition qui ne fut jamais discuté.

Cependant, il était profondément humain : seul est un chef, écrivait-il "celui qui a le don de faire passer l'énergie qui l'anime dans les masses d'hommes qui font son armée" et qui sait, en contrepartie, employer ses moyens pour limiter au minimum les effusions de sang.

Le 6 août 1918, Foch avait reçu, au château de Bombon (Seine-et-Marne), des mains du Président Poincarré, le Bâton de Maréchal de France.

(1) Nièce du créateur du métropolitain : Fulgence Bienvenüe.

Le 11 novembre de la même année, il signait l'armistice dans la clairière de Rethondes. La Grande-Bretagne et la Pologne, au lendemain de la victoire, lui conférèrent à leur tour la dignité de Maréchal et l'Académie Française l'invita à siéger sous la Coupole.

Il fut reçu à l'Hôtel de Ville de Saint-Brieuc le 6 août 1922.

Il mourut à Paris le 20 mars 1929.

SAINT-BRIEUC

Une très belle tapisserie mesurant 3,50 mètres de large sur 6 mètres de long, oeuvre du peintre et illustrateur Mathurin Méheut, orne la Salle du Service des cartes grises située dans le prolongement du Hall d'accueil. Cette tapisserie aux teintes variées et puissantes, fut commandée par les Gobelins sur le thème de la mer, peu avant la dernière guerre mondiale. Les Allemands en ayant admiré les croquis en réclamèrent la future propriété. Les maîtres tissiers français accomplirent alors un véritable travail de Pénélope... Ils défaisaient la nuit ce qu'ils avaient tissé le jour afin d'en retarder le plus possible la réalisation. Cette oeuvre ainsi deux fois remarquable ne fut achevée qu'après la guerre. Elle fut alors versée au Mobilier National. Révélée en 1973 par une exposition au Musée de la Marine, après plusieurs expositions à l'Etranger, elle est depuis juillet 1975 l'objet d'un prêt à la Préfecture des Côtes-du-Nord, sur la demande du Président du Conseil général.

La scène se passe au bord de la Manche. C'est le retour de la pêche : des femmes aident les hommes à hisser les bateaux sur la plage en virant au cabestan ; un pêcheur répare un filet ; d'autres vérifient les casiers ; deux marins s'éloignent portant leur pêche sur le dos. Les formes innombrables de la flore et la faune marines jaillissent autour d'eux et drapent ces gestes séculaires dans des nuances de sable, de bleu et de rouges anciens; la liste en est aussi riche que les fonds et le ciel de la mer : goélands, macareux, algues (fucus, éponges, laminaires), étoiles de mer, conques, anémones, ormeaux, coquilles Saint-Jacques, pieuvres, seiches, murènes, langoustes, roussettes, oursins, donnent à ce tableau royal toute l'intensité de la vie marine. Ceci explique une réflexion d'un administré venu chercher ses papiers d'automobile : "Cette tapisserie est magnifique. Pouvoir la contempler dans les détails en attendant son tour vient à faire regretter que le Service des cartes grises soit si rapide ...!"

Le Musée Mathurin Méheut de Lamballe, (Maison du Bourreau - Place du Martray) en conserve précieusement les croquis. L'auteur de cette oeuvre est en effet né à Lamballe en 1882. Mort à Paris le 22 février 1958, il fut l'élève des Beaux-Arts de Rennes. Spécialisé dans l'étude de la Flore et la Faune de Bretagne, il a publié plusieurs volumes avec planches sur la mer, la forêt et les plantes.

Bénéficiaire d'une bourse de voyage autour du monde, il a décoré plusieurs paquebots. Il a illustré des oeuvres de Colette, de Pierre Loti, de Roland Dorgelès, de Maurice Genevoix, etc...

Il a également effectué les décorations murales de l'Institut de Géologie de Rennes, de l'Exposition des Arts décoratifs de 1925, de l'Exposition coloniale en 1931, de l'Exposition internationale en 1937. Des expositions générales de toute son oeuvre ont eu lieu au Pavillon de Marsan en 1914 et 1921, à la Galerie Charpentier en 1931 et également à Paris en 1955.

Mathurin Méheut était officier de la Légion d'Honneur.

LAMBALLE

Le 24 mai 1876, l'avocat G. Calmette était nommé Secrétaire général de la Préfecture, en remplacement du Comte Harcoet.

En se penchant sur le passé du département, il apparaît que ce secrétaire général détient une particularité : il fut le père du docteur Albert Calmette, inventeur du B.C.G. qui, depuis soixante ans, protège ou sauve de la terrible maladie que fut la tuberculose, des milliers de vies humaines.

Albert Calmette, né à Nice le 12 juillet 1863, avait épousé le 11 janvier 1888, Emilie de la Salle, fille de Jean-Baptiste de la Salle, né à Matignon et receveur de l'enregistrement à Lamballe. Son père habita lui-même près de Lamballe, sur le territoire de Maroué, une demeure appelée jadis "la Haute-Folie" et connue aujourd'hui sous le nom de "l'Hermitage".

Entré à vingt ans dans le service de Santé de la Marine, il embarqua, en sortant de l'Ecole de Brest, sur la "Triomphante", dans l'escadre de l'Amiral Courbet. Au Gabon, il étudia la maladie du sommeil, à Terre-Neuve le "rouge de morue" et en établit l'origine microbienne.

Entré en 1890 dans le Corps de Santé Colonial, il obtint de travailler à l'Institut Pasteur dont il put fonder une filiale à Saïgon. Là, il organisa la lutte contre la variole et la rage et fit ses premières recherches sur les venins de serpents.

Rentré en France, il perfectionna le sérum de Yersin contre la peste, fonda l'Institut Pasteur de Lille et le dirigea jusqu'en 1919, malgré l'occupation allemande au cours de laquelle sa femme fut incarcérée au camp de Holzminden.

C'est à Lille qu'il se consacra au problème scientifique et social de la tuberculose qui faisait des ravages parmi les ouvriers et particulièrement les mineurs. Il y créa le premier dispensaire antituberculeux et un sanatorium populaire.

La guerre terminée, il put reprendre ses recherches sur la tuberculose, en collaboration avec le docteur Guérin. Elles aboutirent à l'invention du vaccin préventif applicable aux tout jeunes enfants : le B.C.G. (1).

Sa méthode se répandit dans le monde entier et il obtint, à l'Institut Pasteur de Paris, la création de laboratoires spécialisés dans la préparation du vaccin.

Cet homme infatigable, mort à Paris en 1933, à la suite d'une maladie qui ne dura que deux jours, avait aussi étudié l'hygiène publique... On lui doit l'épuration des eaux par la méthode biologique dont l'utilisation est aujourd'hui généralisée dans l'assainissement urbain ou rural et connue des maires comme un problème capital de l'Environnement.

(1) B.C.G. : Bacille Calmette Guérin.

SAINT-BRIEUC

Louis Guilloux est né à Saint-Brieuc le 15 janvier 1899. Son père tenait une échope de cordonnier à l'angle de la rue de Brest et de la place Saint-Pierre où se dresse encore le grand marronnier souvent évoqué dans "La Maison du Peuple".

A cette époque où les idées nouvelles commençaient à se répandre chez les ouvriers, il fit ses études, dans une grande pauvreté familiale, à l'école communale puis au lycée. Il assistait en même temps à la naissance de la première section socialiste de Saint-Brieuc. Toute son oeuvre restera marquée par l'idéalisme de son père, ce "jeune idéalisme qui travaillait tous ces malheureux émergeant d'un fatalisme millénaire".

Autour de lui "la charge du travail était énorme, accrue encore par la hantise de la maladie, du chômage et de l'hôpital. Si l'on veut se rendre compte de ce qu'était le peuple au début du siècle", il faut ouvrir les livres de Louis Guilloux : sa pitié pour la fragilité des hommes donne sans doute un ton de mélancolie à son oeuvre, au fur et à mesure des "Batailles perdues", mais il nous révèle un peuple sain et plein de vie malgré son extrême misère, épargné par l'individualisme et la solitude d'aujourd'hui, vivant au jour le jour mais encore appuyé sur ses coutumes, ses fêtes, ses solidarités de quartier et ses fraternités de métier.

-"Tu as ta fierté d'homme dit la mère de "La Maison du Peuple". Et le père répond "Je l'aurai jusqu'à la fin".

Jusqu'à la fin, Louis Guilloux entretint dignité et sensibilité. Indépendant, il n'a jamais adhéré à aucun parti, mais il resta toute sa vie frappé par les injustices et le drame permanent de la conscience humaine, bien qu'il sût voir le côté comique des situations. Influencé par Tolstoï, ami de Malraux et de Camus, il ne pouvait ignorer qu'amitié et générosité restent perpétuellement contrariées par "l'horreur qui rejette toute consolation".

Marié en 1924, après avoir exercé divers petits métiers, il devint traducteur puis journaliste à l'Excelsior et à l'Intransigeant.

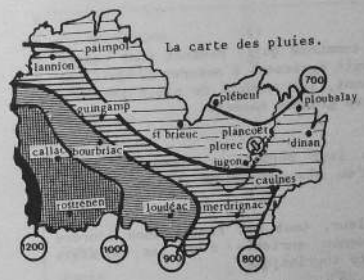
"la Maison du Peuple", son premier livre, lui valut le prix Blumenthal en 1927. Puis ce fut : "Dossier confidentiel" (1930), "Souvenir sur G. Palante" (1931), "Compagnons" (1931) qui fut adapté pour la télévision en 1967, "Hyménée" (1932), "Angélina" (1934), "Le sang noir" (1935) qui devint "Cripure" au théâtre, "Histoire de brigands" (1936), "Le pain des rêves" (Prix Populiste 1942), "Le jeu de patience" (Prix Renaudot 1949), "Absent de Paris" (1952), "Parpagnaco ou la conjuration" (1968), "Récits" (1976), "Souvenirs de Bretagne" (1978), "Carnets" (1978).

Il avait reçu le Prix National des Lettres en 1967. Il fut également traducteur de Steinteck et de Margaret Kennedy et adaptateur à la télévision des textes de Conrad et de R. Martin du Gard.

Il est mort le 14 octobre 1980 à Saint-Brieuc où il habitait rue Lavoisier. Les obsèques eurent lieu dans cette cathédrale Saint-Etienne où il aimait méditer et qu'il cite dans la plupart de ses livres.

—le barrage de l'arguenon

PLOREC-SUR-ARGUENON



Le département des Côtes-du-Nord est traversé, d'Est en Ouest, par la ligne de partage des eaux : au Nord, le versant de la Manche et ses quatre cent mille habitants

Au Sud, le versant atlantique deux fois moins étendu, comptant quatre fois moins d'habitants et recevant, paradoxalement, la même quantité d'eau à 10 % près, en raison du climat et de la nature du sol. Ainsi, compte tenu de la progression spectaculaire de l'élevage et du tourisme dans la partie Nord, celle-ci en vint-elle, il y a une dizaine d'années, à être menacée par la pénurie d'eau.

Pourtant, l'écoulement total des eaux superficielles représente sur le littoral, cinq fois les besoins de l'an 2000 et au Sud, vingt-cinq fois... Encore faut-il pouvoir les "retenir".

C'est ainsi que naquit un programme exceptionnel d'adduction d'eau pour toutes les communes rurales. Le premier barrage du plan est le Barrage de l'Arguenon. Il alimente aujourd'hui 109 communes.

L'Arguenon est une petite rivière qui descend des collines du Méné et reçoit, à Jugon, son affluent principal, la Rosette. Elle dispose, entre Plorec et Jugon, d'un bassin protégé des pollutions. Au cours des années 1971-1973, le département des Côtes-du-Nord se rendit acquéreur des prés, bois et landes situés en Lescoët-Jugon, Plédéliac, Pléven, Plorec-sur-Arguenon et Saint-Igneuc, communes de l'arrondissement de Dinan, au total 666 parcelles de terre et les travaux suivants furent mis en chantier :

- Construction d'un barrage avec constitution d'une réserve d'eau ;
- Construction d'une station de traitement et de pompage ;
- Construction de réservoirs ;
- Adduction de l'eau traitée.

Le 16 janvier 1973 eut lieu la mise en eau : 40 000 m3 de béton retinrent, sur 200 ha, 12 milliards de m3 d'eau destinés aux 130 000 habitants et 50 000 estivants de la partie Nord-Est du département.

Conçu pour l'alimentation en eau potable, le barrage peut, en outre, aider la commune de Plancoët à lutter contre le phénomène saisonnier des crues.

Tant que les besoins en eau des communes qu'il dessert sont encore inférieurs à sa capacité, il réussit également à assurer l'équilibre entre les apports de pluie en amont, les apports de pluie intermédiaires au dessus de Plancoët et les grandes marées.

Quant aux poissons, une échelle leur permet une remontée de 12 mètres par le barrage et jusqu'au plan supérieur de la rivière.

Après des travaux d'une rare ampleur, tout est rentré dans l'ordre pour la jolie vallée de l'Arguenon enrichie d'un lac paisible aux rives bordées d'une petite route touristique.

—les grandes dates de formation territoriale de la france

Ile-de-France	987	Gascogne	1 453
Berry	1 101	Guyenne	1 453
Normandie	1 204	Bourgogne	1 477
Languedoc	1 271	Picardie	1 477
Toulousain	1 271	Anjou	1 481
Champagne	1 285	Maine	1 481
Lyonnais	1 313	Provence	1 481
Dauphiné	1 349	Touraine	1 481
Poitou	1 369	Auvergne	1 527
Aunis	1 371	Bourbonnais	1 527
Saintonge	1 371	Marche	1 527
Angoumois	1 371		

La France en 1532,
année du rattachement de la Bretagne.

Bretagne	1 532	Nivernais	1 669
Comté de Foix	1 607	Flandre	1 678
Limousin	1 607	Franche-Comté	1 678
Béarn	1 620	Lorraine	1 766
Orléanais	1 626	Corse	1 768
Alsace	1 648	Venaissin	1 791
Artois	1 659	Nice	1 860
Roussillon	1 659	Savoie	1 860

SOURCES :

Archives des Côtes-du-Nord

Gallia (T. 33 vol. 2, 1975) R. Sanquer, Directeur des Antiquités Historiques

J.Y. Veillard, Conservateur du Musée de Bretagne

M. le chanoine Mesnard

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Charles JOSSELIN
Président du Conseil Général

*

TEXTES DE

Maryvonne JOUVE-QUEMAREC
Chef du Service d'Information

*

ILLUSTRATIONS

Marie-José DEMOY

*

ARMOIRIES

Jean-Paul CADIC

*

ATELIERS D'IMPRESSION

Hôtel du Département

*

2ème Trimestre 1982

*